

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 984

14 avril 2015

SOMMAIRE

ACHM Global Hospitality Licensing S.à r.l.	Letterone Treasury Services S.A.	47189	47192
.....	Luxfinancière S.A.	47189	47194
Admiral European Investments Co II S.à r.l.	Management & Services Offices S.à r.l. ...	47191	47187
.....	Marth Group S.à r.l.	47191	47187
AIRTECH EUROPE S.à r.l.	Medical Founders Holding S.A.	47194	47192
Anmaver S.A. - SPF	NW Europe Holdings S.à r.l.	47190	47193
CGI Information Systems and Management Consultants III Luxembourg Sàrl	NW S 1 S.à r.l.	47195	47188
.....	Pan European Value Added Venture German Feeder S.C.A.	47195	47228
CGI Information Systems and Management Consultants II Luxembourg Sàrl	Paul Tulcinsky S.à r.l.	47187	47192
.....	Piscis-Holding S.A.	47187	47189
Charcot Fox Participations	Piscis-Holding S.A.	47194	47196
CTM (Cost & Time Management) S.A. ...	PricewaterhouseCoopers Advisory Services	47186	47190
CTM (Cost & Time Management) S.A. ...	PricewaterhouseCoopers Alternative Fund Services	47186	47190
Edmond de Rothschild Investment Partners China S.à r.l.	Qadamala S.A.	47186	47196
Eurofin International Holding S.A.	Real Estate Alpha 3 S.A.	47191	47187
Fadual Invest S.C.A., SICAV-FIS	Rock Ridge RE 21	47186	47232
FinAdvice-Finanzplanung	Sandwicherrie Pausa S.à r.l.	47186	47224
G & G - GLARES & GENIUS Luxembourg S. à r.l.	SCM International Private Equity Select	47195	47205
HedgePeak SICAV-SIF, SCA	Secural S.A.	47204	47232
Hoffmann-Schwall S.A.	Sharp Hold Co. S.à r.l.	47187	47190
Interneptune S.A., SPF	Silverspot Investments S.à r.l.	47232	47197
Invesco Funds	T-C Neuperlach Development S.à r.l.	47224	47193
Kallion Investments S.A.	Trias UK Sherard - T S.à r.l.	47188	47188
Kitano Holding S.A.	Trias UK The Building - T S.à r.l.	47191	47193
La Mondiale Europartner S.A.	Varuna Infinity Fund	47195	47189
Landscape Properties GmbH		47192	
La Rhune S.A. SPF		47202	

CTM (Cost & Time Management) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5750 Frisange, 34, Munnerëferstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 132.688.

Il résulte de la lettre datée du 3 mars 2015 que Madame Reinert Esther a démissionnée de son poste d'administrateur et d'administrateur - délégué.

Mandataire

Référence de publication: 2015036254/10.

(150041356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

CTM (Cost & Time Management) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5750 Frisange, 34, Munnerëferstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 132.688.

Il résulte de la lettre datée du 3 mars 2015 que Madame Reinert Pierrette, a démissionné de son poste du commissaire aux comptes.

Mandataire

Référence de publication: 2015036255/10.

(150041356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Edmond de Rothschild Investment Partners China S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 142.843.

Il est pris note que l'actionnaire unique de la Société a décidé de changer sa dénomination en Edmond de Rothschild Private Equity (France) avec effet au 14 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 mars 2015.

Référence de publication: 2015036279/11.

(150040862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Fadual Invest S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 150.625.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015036323/11.

(150041398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

FinAdvice-Finanzplanung, Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 130-132, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 116.191.

Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale du 14.11.2013

L'Assemblée Générale extraordinaire prend acte du changement du réviseur d'entreprise en l'occurrence la société AbaCAB s.à.r.l. (RCSL B 50797) envers PricewaterhouseCoopers, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg (RCSL B 65477) avec effet au 14 novembre 2013.

Luxembourg, le 24. Febr 2015.

Référence de publication: 2015036319/12.

(150040954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

MSO, Management & Services Offices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 48-50, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 84.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015036494/10.

(150041069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Marth Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 15, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 157.912.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 4 mars 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015036497/10.

(150041368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Hoffmann-Schwall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5888 Alzingen, 586, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 29.171.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de HOFFMANN-SCHWALL SA.

José CARVALHO LOPES

Référence de publication: 2015036374/11.

(150040732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Real Estate Alpha 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.075.

En date du 22 janvier 2015, la Société REAL ESTATE ALPHA 3 S.A. a désigné SGG S.A. ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg) comme dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative au dépôt obligatoire et à l'immobilisation des actions et des parts au porteur.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015035979/11.

(150040033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

CGI Information Systems and Management Consultants II Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 154.815.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015036237/12.

(150041341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Kallion Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 179.517.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises en date du 28 janvier 2015 par le conseil d'administration de la Société que le siège social de la Société a été transféré du 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg avec effet au 23 janvier 2015.

Par conséquent, la Société est désormais sise au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et ce, depuis le 23 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Kallion Investments S.A.

Référence de publication: 2015036414/15.

(150041413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Trias UK Sherard - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 194.345.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 26 février 2015 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des quinze mille (15.000) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool VI - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B194833.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015036659/16.

(150041026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

NW S 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 175.667.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 19 février 2015

Il résulte des décisions prises par l'Associé Unique en date du 19 février 2015 que:

- Monsieur Onno Bouwmeister, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a démissionné de son poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015.

- Monsieur Gabor Hidasi, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a démissionné de son poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015.

- Monsieur Wilhelmus Jongman, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a été élu au poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Sean Murray, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a été élu au poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 février 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015036537/23.

(150040719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Piscis-Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 59.194.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une lettre de démission adressée à la société en date du 31 décembre 2014 que, Madame Gabriele Schneider a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2015036570/14.

(150041082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Varuna Infinity Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 150.229.

—
RECTIFICATIF

L'affectation du résultat disponible des comptes au 31 décembre 2013 a été enregistrée et déposée à Luxembourg le 17 juillet 2014 auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la référence L140124956.

Ce dépôt est à remplacer par le dépôt suivant:

L'affectation du résultat disponible des comptes au 31 décembre 2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Varuna Infinity Fund

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015036680/16.

(150040972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

ACHM Global Hospitality Licensing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 13.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 157.487.

Il y a lieu de noter que les adresses des gérants sont désormais les suivantes:

Monsieur Philippe van den Avenne, gérant de classe A

33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

Monsieur Andrej Grossmann, gérant de classe A

33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

Monsieur Pieter Jan van der Meer, gérant de classe A

33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

Monsieur Pankaj Birla, gérant de classe B

Adenauer Allee 12, 61440 Oberursel, Allemagne;

Monsieur Reiner Sachau, gérant de classe B

Guiollettstrasse 50, 60325 Frankfurt, Allemagne;

Monsieur Satyajit Anand, gérant de classe B

Prof. Walter Redl Gasse 8, 2340 Mödling, Autriche.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015036754/24.

(150041565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

**PricewaterhouseCoopers Alternative Fund Services, Société à responsabilité limitée,
(anc. PricewaterhouseCoopers Advisory Services).**

Siège social: L-2182 Luxembourg, 2, rue Gerhard Mercator.
R.C.S. Luxembourg B 47.205.

Il résulte des décisions prises par l'associée unique PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, en date du 31 juillet 2014 que

- la démission de Monsieur Pascal Rakovsky de son mandat de gérant au 30 juin 2014 à minuit est entérinée.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Pour PricewaterhouseCoopers Alternative Fund Services S.à r.l.

Luc Trivaudey

Référence de publication: 2015036560/14.

(150040906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Sharp Hold Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 194.916.

En date du 3 mars 2015, l'associé unique de la Société, International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. a transféré 1,250,000 parts sociales de la Société à:

- Sharp S.à r.l.

46A, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Grand-Duché du Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gwenaëlle Cousin

Gérant Unique

Référence de publication: 2015037374/17.

(150041659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Anmaver S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 36.873.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 4 mars 2015 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- LEEWARD FUND MANAGEMENT LTD, Administrateur, Main Street Charlestown, Nevis, Saint-Kitts-et-Nevis, représenté par son représentant permanent, Monsieur Peter VANDERBRUGGEN, 37 Thurloe Court, Fulham Road, SW3 6SB Londres, Royaume-Uni et immatriculé au Registre de Nevis sous le numéro C5939;

- Monsieur Florian BERTHIER, Administrateur, employé privé, 28, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Peter VANDERBRUGGEN, Administrateur-Président, directeur d'entreprise, 37 Thurloe Court, Fulham Road, SW3 6SB Londres, Royaume-Uni.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2019.

L'assemblée générale du 4 mars 2015 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- LEEWARD VENTURES PARTNERS, 28, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B140373.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2019.

Luxembourg, le 4 mars 2015.

Pour ANMAVER S.A. -SPF

Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2015036774/23.

(150041811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Kitano Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 159.149.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 02 février 2015

En date du 2 février 2015, la Société KITANO HOLDING S.A. a désigné SGG S.A. (ayant son siège social au 412F route d'Esch à L-2086 Luxembourg) comme dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative au dépôt obligatoire et à l'immobilisation des actions et des parts au porteurs.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015035164/12.

(150039733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Admiral European Investments Co II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 188.848.

—
EXTRAIT

L'associé unique de la Société a décidé (i) d'accepter la démission de Monsieur Laurent Maraschin en tant que gérant A de la Société et (ii) de nommer Monsieur Taavi Davies, avec adresse professionnelle au 5-11 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant A de la Société avec effet au 3 mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2015.

Admiral European Investment Co. II S.à r.l.

Référence de publication: 2015036729/15.

(150041826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Eurofin International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 176.102.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie à Luxembourg, le 06 février 2015 à 12.00 heures.

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société du L-1471 Luxembourg, 412F, route au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission du Commissaire aux Comptes:

FIN-CONTROLE S.A., R.C.S. Luxembourg B 42230 ayant pour adresse professionnelle 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale nomme en remplacement du Commissaire aux Comptes:

FIDUCIARY TUCCI & PARTNERS S.A., R.C.S. B 177770, ayant pour adresse professionnelle 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

Le mandat du nouveau Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015036960/25.

(150041587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Paul Tulcinsky S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 169.788.

Les comptes annuels au 31 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035937/10.

(150040487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Medical Founders Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 63.792.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015036505/10.

(150040750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Letterone Treasury Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 173.236.

EXTRAIT

Monsieur Jonathan MUIR, administrateur de la Société, a changé d'adresse comme suit:

1 -3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 mars 2015.

Référence de publication: 2015037139/12.

(150041668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Landscape Properties GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 2, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 58.558.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des associés tenue en date du 4 mars 2015

L'Assemblée constate que les cessions de parts sociales suivantes ont eu lieu ce jour:

- TRAXIMA INTERNATIONAL S.A. a cédé 250 parts à Monsieur Florian OESTREICHER, né le 26 août 1987 à METZ (France), demeurant 19, rue du Haut Noyer à F-57070 METZ QUEULEU (France)

- TRAXIMA INTERNATIONAL S.A. a cédé 250 parts sociales à Monsieur Jérémy GLILI, né le 9 septembre 1984 à VANNES (France), demeurant 2, rives de Clausen à L-2165 Luxembourg

Suite à ces cessions, la nouvelle répartition du capital social est la suivante:

- Monsieur Florian OESTREICHER est propriétaire de 250 parts sociales

- Monsieur Jérémy GLILI est propriétaire de 250 parts sociales

L'Assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Nico HANSEN avec effet au 4 mars 2015 de ses fonctions de gérant de la société.

L'Assemblée décide de nommer aux fonctions de gérant avec effet immédiat pour une durée indéterminée Monsieur Jeremy GLILI, né le 9 septembre 1984 à Vannes (France), demeurant 2, Rives de Clausen à L-2165 Luxembourg.

L'Assemblée décide transférer le siège social avec effet immédiat au 2, Rives de Clausen à L-2165 Luxembourg.

Référence de publication: 2015037185/22.

(150041512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

T-C Neuperlach Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 163.848.

En date du 30 novembre 2014, Paul Wilson, avec adresse au 1, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la société T-C Neuperlach Development S.à r.l., avec siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B163848

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Mandaté par le démissionnaire

Référence de publication: 2015036650/15.

(150041235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Trias UK The Building - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 194.373.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 26 février 2015 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des quinze mille (15.000) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool VI - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B194833.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015036660/16.

(150041028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

NW Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 175.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 160.476.

—
Extrait des résolutions prises par les associés en date du 19 février 2015

Il résulte des décisions prises par les Associés en date du 19 février 2015 que:

- Monsieur Onno Bouwmeister, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a démissionné de son poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015.

- Monsieur Gabor Hidasí, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a démissionné de son poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015.

- Monsieur Wilhelmus Jongman, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a été élu au poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Sean Murray, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a été élu au poste de gérant B de la société, avec date effective au 19 février 2015, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 février 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015036535/23.

(150040792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Luxfinancière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 78.652.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 23 février 2015

Est nommé administrateur de catégorie B, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017 Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 février 2015.

Référence de publication: 2015035833/13.

(150040407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

AIRTECH EUROPE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.000.000,00.

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Haneboesch.
R.C.S. Luxembourg B 36.184.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 18 mars 2014

4^{ème} Résolution

- L'associé unique décide de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprises de H.R.T Révision S.A., ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen. Son mandat viendra à échéance lors de l'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AIRTECH EUROPE S.à r.l.

Référence de publication: 2015036766/15.

(150042467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Charcot Fox Participations, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 143.540.

Cession de parts sociales

En date du 2 février 2015, la société NEW ENTERPRISES S.A., ayant son siège social au 10A rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg, a transféré la totalité des parts sociales de CHARCOT FOX PARTICIPATIONS qu'elle détenait à Monsieur Patrice LEGRAND, né le 05.08.1974 à Sarrebourg (France), et demeurant au 29, Chemin de la Bossenaz, CH-1173 Fechy.

En conséquence, Monsieur Patrice LEGRAND devient l'associé unique et détient:

- 13.750 parts sociales de Classe A;
- 1.250 parts sociales de Classe B;
- 1.250 parts sociales de Classe C;
- 1.250 parts sociales de Classe D;
- 1.250 parts sociales de Classe E;
- 1.250 parts sociales de Classe F;
- 1.250 parts sociales de Classe G;
- 1.250 parts sociales de Classe H;
- 1.250 parts sociales de Classe I;
- 1.250 parts sociales de Classe J;

de la société CHARCOT FOX PARTICIPATIONS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015036870/26.

(150041762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

La Mondiale Europartner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 26.334.

Les statuts coordonnés au 29 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015035806/11.

(150040043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

CGI Information Systems and Management Consultants III Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.
R.C.S. Luxembourg B 171.407.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2015036238/12.

(150041344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

G & G - GLARES & GENIUS Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3511 Dudelange, 102, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 152.605.

Procès-verbal de décision de l'associé unique du 27/02/2015

L'an deux mil quatorze

Le 27 février,

A 16 heures 00,

Au siège social de la société,

L'associé unique de la société G & G - GLARES & GENIUS LUXEMBOURG, société à responsabilité limitée au capital de 12 500,00 € divisé en 100 parts d'une valeur nominale 125 € chacune, lequel capital est détenu à 100% par:

Monsieur Guillaume GARBAY

demeurant L-3511 DUDELANGE, 102, rue de la Libération

Seul associé de la Société et représentant en tant que tel la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guillaume GARBAY, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- Transfert de siège social au: 102, rue de la Libération 3511 DUDELANGE, avec effet au 01.03.2015, sans modification statutaire.

Première et unique résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège de la société au: 102, rue de la Libération 3511 DUDELANGE, avec effet au 01.03.2015, sans modification statutaire. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 16h15.

De tout ce qui précède, il a été décidé de dresser le présent procès-verbal pour servir et faire valoir ce que de droit.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès verbal d'accomplir toute formalité de publicité afférente aux résolutions ci-dessus adoptées.

Référence de publication: 2015037000/30.

(150041751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Piscis-Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 59.194.

—
EXTRAIT

Le siège social de la société PISCIS HOLDING SA., RCS Luxembourg n° B 59.194 auprès de la société International Corporate Activities S.A., Société Anonyme à L -1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015037329/13.

(150041504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Qadamala S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 145.094.

—
L'AN DEUX MIL QUINZE, LE VINGT-ET-UN JANVIER.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «Qadamala S.A.», avec siège social à L- 8010 Strassen, 204, route d'Arlon, constituée par acte du notaire Gérard Lecuit, de résidence à Luxembourg en date du 2 mars 2009 publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 675 du 27 mars 2009. Les statuts ont été modifiés par acte du même notaire Lecuit en date du 21 décembre 2010, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 575 du 28 mars 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain BLONDLET, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Strassen,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain BLONDLET prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la société pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet social la prestation de services d'administration générale et d'assistance comptable à des sociétés luxembourgeoises et étrangères.

La Société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers

Elle a aussi pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.»

2. Modification afférente de l'article 4 des statuts.

3. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. Que la présente assemblée générale des actionnaires, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'objet social de la société et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet social la prestation de services d'administration générale, d'assistance et d'expertise comptable à des sociétés luxembourgeoises et étrangères.

La Société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Elle a aussi pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature, payables par la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à EUR 1.200,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BLONDLET, B. TASSIGNY, L. GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2006. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015035977/73.

(150040192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Silverspot Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 45.000.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 148.402.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty- first day of the month of December.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the partners of "Silverspot Investments S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 148402, incorporated on 9 September 2009 by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), under number 2057 of 20 October 2009. The articles of associations of the Company have been amended for the last time on 13 June 2014 pursuant to the deed received by Maître Martine Schaeffer, above named, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), under number 2340 of 2 September 2014.

The meeting appoints Mister Gianpiero SADDI, employee, professionally residing in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, as chairman.

Mrs. Marilyn KRECKÉ, employee, professionally residing at the same address, is appointed as secretary and scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state:

I. That the partners represented and the number of the shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the members of the board of the meeting and the undersigned notary.

The proxies of the represented partners, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting appearing and the undersigned notary shall be annexed to the present deed to be filed together with the registration authorities.

II. It appears from the said attendance list that all the shares in issue, i.e. seven hundred fifty million (750,000,000) Class A shares, seven hundred fifty million (750,000,000) Class B shares, seven hundred fifty million (750,000,000) Class C shares, seven hundred fifty million (750,000,000) Class D shares, seven hundred fifty million (750,000,000) Class E shares, seven hundred fifty million (750,000,000) Class F shares and seven hundred fifty million (750,000,000) Class G shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each, are represented at the present meeting.

III. The present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. Waiving of notice right.

2. Reduction of the share capital of the Company by an amount of EUR 7,500,000 in order to bring it from currently EUR 52,500,000 to EUR 45,000,000 by means of redemption and simultaneous cancellation of all the 750,000,000 Class G shares, with a nominal value of EUR 0.01 each, and reimbursement to the shareholders pro rata to their participation.

3. Subsequent amendment of articles 5 and 16 of the articles of association of the Company.

4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting takes the following resolutions by unanimous decision in each class of shares:

First resolution

The meeting takes note of the fact that all the partners unanimously waive their rights to the prior notice of the current meeting, acknowledge being validly convened and sufficiently informed on the agenda of the meeting, and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. Moreover, the partners acknowledge that all the relevant documentation has been put at their disposal within a sufficient period of time and that they were able to examine carefully each document.

Second resolution

The meeting resolves to reduce the issued share capital by an amount of seven million five hundred thousand Euro (EUR 7,500,000) in order to bring it from currently fifty-two million five hundred thousand Euro (EUR 52,500,000) to forty-five million Euro (EUR 45,000,000) by means of simultaneous redemption and cancellation of all the seven hundred fifty million (750,000,000) Class G shares, each with a nominal value of EUR 0.01 (one United States Dollar cent), currently held as follows:

- four hundred fifty-three million one hundred twenty thousand (453,120,000) Class G shares held by TRG Growth Partnership II, L.P.,
- two hundred fifty-three million seven hundred seventy-seven thousand two hundred (253,777,200) Class G shares held by Citigroup Venture Capital International Growth Partnership (Employee) II, L.P.,
- forty-three million one hundred two thousand eight hundred (43,102,800) Class G shares held by TRGGP II Co-invest L.P.,

to be reimbursed to the partners pro rata to their participation in the capital as determined by the sole manager of the Company in the Written Resolutions dated 30 December 2014 and according to article 5 of the Articles of Association.

The meeting acknowledges that the Company's interim financial statements as of 23 December 2014 show the financial situation of the Company and sufficient available funds currently booked in the Company's accounts so that a redemption of all the seven hundred fifty million (750,000,000) Class G shares shall not have the effect of reducing the net assets of the Company below the aggregate of the Company's subscribed capital and the Company's reserves which may not be distributed under Luxembourg laws and consequently approve the redemption of these shares as resolved by the sole manager of the Company in the Written Resolutions of 30 December 2014 to become effective at the time of the Shareholders' meeting.

Third resolution

Consequently the meeting resolves to amend the first and the second paragraphs of article 5 and the third and the fourth paragraphs of article 16 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

Art. 5. The first and the second paragraphs. "The share capital of the Company is set at forty-five million Euro (EUR 45,000,000), represented by seven hundred fifty million (750,000,000) Class A shares (the holders thereof being referred to as the "A Partners"), seven hundred fifty million (750,000,000) Class B shares (the holders thereof being referred to as the "B Partners"), seven hundred fifty million (750,000,000) Class C shares (the holders thereof being referred to as the "C Partners"), seven hundred fifty million (750,000,000) Class D shares (the holders thereof being referred to as the "D Partners"), seven hundred fifty million (750,000,000) Class E shares (the holders thereof being referred to as the "E Partners") and seven hundred fifty million (750,000,000) Class F shares (the holders thereof being referred to as the "F Partners") (any reference made hereinafter to a "share" or to "shares" shall be construed as a reference to any or all of

the above classes of shares, depending on the context and as applicable, and the same construction shall apply to a reference to a “partner” or to “partners”), with share having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

Each class of shares (A through F) will have the same rights, save as otherwise provided in these articles of incorporation.”

The rest of the article 5 shall remain unchanged.

Art. 16. The third and the fourth paragraphs. “In any year in which the general meeting of partners resolves to make any distribution of dividends, the A Partners shall, first in priority, be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal capital with respect to such partners’ shares of the Company, the B Partners shall, second in priority, be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal capital with respect to such partners’ shares of the Company, the C Partners shall, third in priority, be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal capital with respect to such partners’ shares of the Company, the D partners shall, fourth in priority, be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal capital with respect to such partners’ shares of the Company, the E partners shall, fifth in priority, be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount not less than zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal capital with respect to such partners’ shares of the Company, the F Partners shall, sixth in priority, be entitled to receive the remainder of all dividend distributions.

Should the Class F shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class E shares shall be entitled to receive the remainder of all dividends distributions. Should the Class F and E shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class D shares shall be entitled to receive the remainder of all dividends distributions. Should the Class F, E and D shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class C shares shall be entitled to receive the remainder of all dividends distributions. Should the Class F, E, D and C shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class B shares shall be entitled to receive the remainder of all dividends distributions. Should the Class F, E, D, C and B shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class A shares shall be entitled to receive the remainder of all dividends distributions.”

The rest of the article 16 shall remain unchanged.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present meeting at the fixed rate registration tax perception, have been estimated at about one thousand nine hundred Euros (EUR 1.900.-)

There being no further business on the agenda the meeting is adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

After having read these minutes to the members of the board of the meeting, known to the undersigned notary by surnames, first names, civil statuses and residences, such persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trente et unième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S’est tenue

une assemblée générale des associés de «Silverspot Investments S.à.r.l.» (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 148402, constituée en date du 9 septembre 2009 suivant acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 2057 du 20 octobre 2009. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 13 juin 2014 par acte de Maître Martine SCHAEFFER, prénommé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 2340 du 2 septembre 2014.

L’assemblée a désigné Monsieur Gianpiero SADDI, employé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, comme président.

Madame Marilyn KRECKÉ, employée, demeurant professionnellement à la même adresse, a été nommée secrétaire et scrutateur.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter:

I. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné.

Les procurations signées ne varient par les membres de bureau comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence que toutes les parts sociales, à savoir sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe A, sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe B, sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe C, sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe D, sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe E, sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe F et sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe G d'une valeur nominale d'un euro cent (EUR 0,01), sont représentées à la présente assemblée générale.

III. La présente assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour fixé ci-dessous:

Ordre du jour

1. Renonciation aux convocations.

2. Réduction du capital social émis par un montant de EUR 7.500.000 afin de le porter de son montant actuel de EUR 52.500.000 à EUR 45.000.000 moyennant rachat et annulation immédiate de 750.000.000 Parts Sociales de Classe G, chacune d'une valeur nominale de EUR 0,01 et remboursement aux associés au prorata de leur participation au capital.

3. Modification subséquente des articles 5 et 16 des statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec la résolution qui précède.

4. Divers.

L'ordre du jour étant approuvé par l'assemblée, cette dernière décide, chaque fois à l'unanimité des voix dans chaque catégorie des parts sociales, d'adopter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée prend acte que tous les associés renoncent à leur droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, se reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et en conséquence acceptent de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Par ailleurs, l'assemblée constate que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition des associés dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social émis d'un montant de sept millions cinq cent mille euros (EUR 7.500.000) afin de le porter de son montant actuel de cinquante-deux millions cinq cent mille d'euros (EUR 52.500.000) à quarante-cinq millions d'euros (EUR 45.000.000) moyennant rachat et annulation immédiate de sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe G, chacune d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un centime d'euro), détenues actuellement comme suit:

- quatre cent cinquante-trois millions cent vingt mille (453.120.000) Parts Sociales de Classe G détenues par TRG Growth Partnership II, L.P.,

- deux cent cinquante-trois millions sept cent soixante-dix-sept mille deux cents (253.777.200) Parts Sociales de Classe G détenues par Citigroup Venture Capital International Growth Partnership (Employee) II, L.P.,

- quarante-trois millions cent-deux mille huit cents (43.102.800) Parts Sociales de Classe G détenues par TRGGP II Co-invest, L.P.,

à rembourser aux associés au prorata de leur participation dans le capital, tel que défini par le gérant unique de la Société dans les résolutions prises en date du 31 décembre 2014 et conformément à l'article 5 des statuts de la Société.

L'assemblée constate que les comptes intermédiaires de la Société arrêtés à la date du 23 décembre 2014 montrent suffisamment de réserves disponibles actuellement inscrites dans les livres comptables de la Société afin qu'un rachat de sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe G n'ait pas pour effet que l'actif net devienne inférieur au capital souscrit augmenté des réserves indisponibles aux termes de loi et décide par conséquent d'approuver le rachat de ces parts sociales tel que prévu par les résolutions du gérant unique prises en date du 31 décembre 2014, devenant effectif lors de la présente assemblée générale des associés.

Troisième résolution

En conséquence, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa et le deuxième alinéa de l'article 5, ainsi que le troisième alinéa et le quatrième alinéa de l'article 16 des statuts de la Société, qui se liront dorénavant comme suit:

Art. 5. Le premier alinéa et le deuxième alinéa. «Le capital social de la Société est fixé à quarante-cinq millions d'euros (EUR 45.000.000) représenté par sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe A (leur titulaires étant nommés ci-après les «Associés A»), sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe B (leur

titulaires étant nommés ci-après les «Associés B»), sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe C (leur titulaires étant nommés ci-après les «Associés C»), sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe D (leur titulaires étant nommés ci-après les «Associés D»), sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe E (leur titulaires étant nommés ci-après les «Associés E») et sept cent cinquante millions (750.000.000) Parts Sociales de Classe F (leur titulaires étant nommés ci-après les «Associés F») (toute référence faite ci-après à une «part sociale» ou aux «parts sociales» devra être interprétée comme étant une référence à l'une ou l'autre ou à toutes les classes de parts sociales précitées, selon le contexte, une interprétation identique doit être appliqués à toute référence à un «associé» ou à des «associés»), chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un euro-cent (EUR 0,01).

Chaque classe de parts sociales (de A à F) aura les mêmes droits applicables, sauf stipulation contraire dans ces statuts.»

Le reste de l'article 5 restera inchangé.

Art. 16. Le troisième alinéa et le quatrième alinéa. «Pour chaque année durant laquelle l'assemblée générale des associés décide de faire une distribution de dividendes, les Associés A recevront, en premier rang de priorité, des distributions de dividendes pour cette année, pour un montant au moins égal à zéro vingt-cinq pour cents (0.25%) de la valeur nominale des parts sociales de ces associés dans la Société, les Associés B recevront, en deuxième rang de priorité, des distributions de dividendes pour cette année, pour un montant au moins égal à zéro vingt-cinq pourcents (0.25%) de la valeur nominale des parts sociales de ces associés dans la Société, les Associés C recevront, en troisième rang de priorité, des distributions de dividendes pour cette année, pour un montant au moins égal à zéro vingt-cinq pourcents (0.25%) de la valeur nominale des parts sociales de ces associés dans la Société, les Associés D recevront, en quatrième rang de priorité, des distributions de dividendes pour cette année, pour un montant au moins égal à zéro vingt-cinq pourcents (0.25%) de la valeur nominale des parts sociales de ces associés dans la Société, les Associés E recevront, en cinquième rang de priorité, des distributions de dividendes pour cette année, pour un montant au moins égal zéro vingt-cinq, (0.25%) de la valeur nominale des parts sociales de ces associés dans la Société, les Associés F sont en sixième rang de priorité, en droit de recevoir le reste de tous les dividendes distribués.

Si les Parts Sociales de Classe F ont toutes été annulées suite à leur rachat, remboursement ou autrement au moment de la distribution, les Parts Sociales de Classe E seront en droit de recevoir le reste de tous les dividendes distribués. Si les Parts Sociales de Classe F et E ont toutes été annulées suite à leur rachat, remboursement ou autrement au moment de la distribution, les Parts Sociales de Classe D seront en droit de recevoir le reste de tous les dividendes distribués. Si les Parts Sociales de Classe F, E et D ont toutes été annulées suite à leur rachat, remboursement ou autrement au moment de la distribution, les Parts Sociales de Classe C seront en droit de recevoir le reste de tous les dividendes distribués. Si les Parts Sociales de Classe F, E, D et C ont toutes été annulées suite à leur rachat, remboursement ou autrement au moment de la distribution, les Parts Sociales de classe B seront en droit de recevoir le reste de tous les dividendes distribués. Si les Parts Sociales de Classe F, E, D, C et B ont toutes été annulées suite à leur rachat, remboursement ou autrement au moment de la distribution, les Parts Sociales de classe A seront en droit de recevoir le reste de tous les dividendes distribués.»

Le reste de l'article 16 restera inchangé.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à mille neuf cents euros (EUR 1.900.-)

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des membres de bureau, la présente minute est rédigée en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes membres de bureau, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres de bureau, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, les prédites personnes ont signé ensemble avec Nous, le notaire, la présente minute.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 09 janvier 2015. 2LAC/2015/742. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015036004/244.

(150040253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

La Rhune S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 194.968.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-sept février.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

FISCOGES, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, inscrite au Registre de Commerce des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B numéro 174051;

ici représentée par Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, agissant comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par la présente une société anonyme (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familiale et la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société a pour dénomination «La Rhune S.A. SPF».

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Steinfort.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce; (b) les titres conférant le droit d'acquies des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange; (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous les autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques; (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la loi.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à deux cents mille euros (EUR 200.000,-) représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions de la loi.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du Conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du mois de mai à 20:00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commence à la date d'incorporation de la société et prendra fin le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale se tiendra en l'an 2016.

Souscription - Libération

Les deux milles (2.000) actions ont été souscrites par la société «FISCOGES», prénommée, et ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de deux cents mille euros (EUR 200.000,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - frais

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Résolutions de l'actionnaire unique

Et aussitôt, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. La personne suivante a été appelée à la fonction d'administrateur:
- Monsieur Philippe LAMBERT, expert-comptable, né le 2 décembre 1971 à Liège (Belgique), demeurant à L-8362 Grass, 6, rue des Champs;
3. Est nommé commissaire aux comptes de la Société:
La société à responsabilité limitée «FISCOGES», ayant son siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174051.
4. Le siège social de la Société est fixé à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'an 2020.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, états et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 20 février 2015. Relation GAC/2015/1461. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015035807/148.

(150040755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

HedgePeak SICAV-SIF, SCA, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 159.230.

Il résulte d'une erreur de publication du dépôt L140222206 en date du 15 décembre 2014 que la date de changement de siège social est erronée.

Le changement de siège social est effectif à compter du 5 décembre 2014 et non, à compter du 1^{er} décembre 2014, comme publié précédemment.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015037038/16.

(150041940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

SCM International Private Equity Select, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 161.912.

In the year two thousand and fifteen,
on, the twenty-fifth of the month of March.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg (the "Notary"),
was held

a general meeting of the shareholders of..SCM International Private Equity Select., Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the form of a Société en commandite par actions (hereinafter the "Company"), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B161.912, incorporated pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary dated 29 June 2011 and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 12 July 2011 (number 1536 page 73682).

Mr Alexander Wagner, whose professional address is in Luxembourg, acted as Chairman of the meeting with the consent of the meeting.

The Chairman appointed Mr Tobias Lochen, whose professional address is in Luxembourg, to act as Secretary.

The meeting elected Mr Peter Audesirk, whose professional address is in Luxembourg, to act as Scrutineer.

These appointments having been made, the Chairman requested the Notary to act that:

1. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after been signed "ne varietur" by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed. The proxies of the represented shareholders after been signed by the board of the Meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

2. A convening notice reproducing the agenda of the present meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 13 March 2015 in accordance with article 22 of the articles of incorporation of the Company.

3. It appears from the attendance list that seventy-eight thousand seven hundred eleven (78,711) registered shares, representing ninety-five point eighty-five percent (95.85%) of the share capital of the Company are present or represented at this extraordinary general meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended, is met and that the meeting can therefore validly deliberate on the proposed agenda.

4. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

- Restatement of the Articles without changing the corporate object of the Company.

After due and careful deliberation, the following sole resolution was taken unanimously:

Sole resolution

The Appearing Shareholders resolve to fully restate the Articles without however changing the form, registered office, corporate object, capital or the duration of the Company, and which shall henceforth read as follows:

"Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"1915 Law" means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as may be amended from time to time

"2007 Law" means the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended from time to time.

"2013 Law" means the Luxembourg Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as may be amended from time to time.

"Accounting Currency" means the currency of consolidation of the Fund as defined in the Prospectus.

"Affiliate" means in respect of an Entity, any Entity directly or indirectly controlling, controlled by, or under common control with such Entity.

"AIFM" means the management company in its function as the alternative investment fund manager that may be appointed by the Fund in accordance with Article 16 of these Articles of Incorporation.

"AIFM Agreement" means the alternative investment manager agreement between the Fund and the AIFM.

"AIFM Board" means the duly constituted board of managers of the AIFM.

"Article" means an article of these Articles of Incorporation.

"Articles of Incorporation" means these articles of incorporation of the Fund, as the same may be amended from time to time.

"Auditor" means any duly appointed auditor of the Fund.

"Board" means the board of managers of the General Partner.

"Business Day" means a day on which banks are open for business in Luxembourg.

"Central Administration Agent" means any Entity duly appointed as central administration agent of the Fund.

"Class(es)" means one or more classes of Ordinary Shares that may be available in each Sub-Fund, whose assets shall be commonly invested according to the Investment Objective of that Sub-Fund, but where a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target Investor, denomination currency or hedging policy may be applied as further detailed in the relevant Special Section.

"Closing" means a date determined by the General Partner by which Subscription Agreements (in relation to the issuance of Ordinary Shares of a Sub-Fund) received by the General Partner may be accepted.

"Commitment" means the commitment to subscribe for Ordinary Shares of a Class in a Sub-Fund up to a maximum amount, which an Investor has consented to the Fund pursuant to the terms of a Subscription Agreement.

"CSSF" means the Luxembourg supervisory authority for the financial sector, Commission de Surveillance du Secteur Financier, or any successor authority from time to time.

"Defaulting Investor" means any Investor declared defaulting by the General Partner.

"Depository" means any credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be duly appointed as depository of the Fund in accordance with these Articles of Incorporation.

"Draw Down" means the drawing of Commitments by the General Partner via a Funding Notice.

"Entity" means a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity.

"Euro" or "EUR" means the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty on the Functioning of the European Union, as amended.

"Fair Market Value" means the value as determined by the Board utilizing any reasonable valuation methodology based on arm's length principles to evaluate the price which in the ordinary course of business would be achievable at a specific date by buyers and sellers in an open market.

"Final Closing" means, with respect to each Sub-Fund, the last date determined by the General Partner by which Subscription Agreements may be received and accepted by the General Partner in accordance with the Prospectus.

"Financial Year" means the calendar year, i.e. the 12 months period beginning on 1 January of each year and ending on 31 December of the same year, provided that the first Financial Year of the Fund shall begin on the day of creation of the Fund and end on 31 December 2011 and the last Financial Year of the Fund shall end on the date of the final liquidation distribution of the Fund.

"First Closing" means, with respect to each Sub-Fund, the first date determined by the General Partner by which Subscription Agreements have been received and accepted by the General Partner in accordance with the Prospectus.

"Founding Limited Shareholder" is the first Limited Shareholder subscribing for Ordinary Shares at the date of incorporation of the Fund.

"Fund" means SCM International Private Equity Select, a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) -specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions); for the purpose of these Articles of Incorporation, "Fund" shall also mean, where applicable, the Fund represented by the General Partner.

"Fund Documents" means the following documents:

- The Prospectus;
- The Articles of Incorporation;
- The Subscription Agreements; and
- The annual reports issued by the Fund.

"Funded Commitments" means the sum of contributions made by an Investor in respect of its Commitment.

"Funding Notice" means a notice whereby the General Partner informs the relevant Investors of a Draw Down and requests such relevant Investors to pay to the relevant Sub-Fund a percentage of their Unfunded Commitments against an issue of Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund and Class.

"General Partner" means the Unlimited Shareholder (associé commandité) of the Fund.

"German Regulated Entity" means a German insurance company, German Pensionskasse or German pension fund (including a German Pensionsfonds or German Versorgungswerk) and any entity being subject to the investment restrictions of the German Insurance Supervisory Act.

"German Insurance Supervisory Act" means the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz) as amended from time to time.

"Gross Asset Value" means the value of the investments directly or indirectly held by the relevant Sub-Fund, including, for the avoidance of doubt, cash and cash equivalents held by such Sub-Fund.

"Indemnitee" has the meaning ascribed to it in Article 36.

"Investment Manager" means any Entity as may be duly appointed as investment manager of one or several Sub-Funds by the AIFM, pursuant to the provisions of the relevant Investment Manager Agreement.

"Investment Manager Agreement" means any investment manager agreement in respect of one or several Sub-Funds.

"Investment Objective" means the investment objective of the Fund and of the Sub-Funds, as set out in the Prospectus.

"Investment Policy" means the investment policy of the Fund and of the Sub-Funds, as set out in the Prospectus.

"Investor" means a Well-Informed Investor who has signed a Subscription Agreement, which has been accepted by the General Partner, or who has acquired any Ordinary Shares from another Investor through the formal transfer process described in Article 8 and who is a qualified investor in the jurisdiction where the Investor is domiciled for the purpose of signing a Subscription Agreement.

"Investor Consent" means in respect of the Fund, a Sub-Fund or Class, as applicable, the written consent consisting of one or more documents in the like form each signed by one or more of the Limited Shareholders (other than a Defaulting Investor) together representing 66.66 per cent or more of the total Ordinary Shares in issue in the Fund or, as applicable, the Sub-Fund or Class concerned.

"Limited Shareholder" means a holder of Ordinary Shares (actions ordinaires), whose liability is limited to the amount of its contribution to the Fund; in addition, Limited Shareholders are contractually liable towards the Fund up to the amounts committed in their respective Subscription Agreements.

"Luxembourg" means the Grand Duchy of Luxembourg.

"LuxGAAP" means the generally accepted accounting principles in Luxembourg.

"Management Share" means the management share (action de commandité) held by the General Partner in the share capital of the Fund in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité).

"Net Asset Value" or "NAV" means the net asset value, as determined in accordance with Article 10.

"Net Asset Value per Share" means the net asset value per Share of the relevant Sub-Fund and Class, as determined in accordance with Article 10.

"Offer Period" means the period starting with the First Closing and ending with the Final Closing, if a Sub-Fund operates with more than one Closing.

"Ordinary Shares" means the ordinary shares (actions ordinaires) held by the Limited Shareholders (associés commanditaires) in the share capital of the Fund.

"Percentage Limited Investors" means Investors, which are subject to certain percentage restrictions as set out in their Subscription Agreement and are not allowed to invest in or hold interests of the Fund, any Sub-Fund or Class of Shares beyond a certain amount or percentage.

"Prior Investor" means any Investor in the relevant Class and Sub-Fund to whom Ordinary Shares have been issued by said Class and Sub-Fund before new Ordinary Shares were issued to Subsequent Investors in such Class and Sub-Fund.

"Private Equity Target Funds" means the target funds, in which the Fund and its Sub-Funds will invest; for the avoidance of doubt, investments may be made as primary or secondary transactions.

"Prohibited Person" means any Entity, if in the sole opinion of the General Partner, the holding of Shares by such Entity may be detrimental to the interest of the existing Investors or of the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any natural person, any U.S. Person, any person if the ownership of Shares by such person prevents the Fund or any Sub-Fund from complying with the requirements of the U.S. Hiring Incentives to Restore Employment Act, and any Investor which does not meet the definition of Well-Informed Investor and any categories of Well-Informed Investors as may be determined by the General Partner.

"Prospectus" means the prospectus of the Fund as the same may be amended from time to time.

"Reference Currency" means the currency of denomination of a Sub-Fund as specified in the Special Section.

"Relevant Person" has the meaning ascribed to it in Article 18.

"Shareholder" means any holder of Share(s) of any Class of any Sub-Fund, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be.

"Shareholder Advisory Committee" means, in respect of a Sub-Fund, a committee consisting of representatives of Investors which may be established by the General Partner. The composition as well as the responsibilities will be set out for each Sub-Fund in the Special Section.

"Shares" means shares of any Class of any Sub-Fund in the capital of the Fund, including the Management Share held by the General Partner and the Ordinary Shares held by the Limited Shareholders.

"SICAV" means a Luxembourg Société d'Investissement à Capital Variable.

"SICAV-FIS" means Luxembourg Société d'Investissement à Capital Variable -Fonds d'Investissement Spécialisé.

"SIF" means specialised investment fund as defined in the 2007 Law.

"Special Section" means the special section of the Prospectus, detailing the different Sub-Funds.

"Sub-Fund" means any sub-fund of the Fund.

"Subscription Agreement" means the agreement entered into between an Investor and the Fund by which:

- the Investor commits himself to subscribe for Ordinary Shares of a Sub-Fund for a certain maximum amount, which amount will be payable to the relevant Sub-Fund in whole or in part against the issue of Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund and Class when the Investor receives a Funding Notice; and

- the General Partner commits itself to issue fully paid Ordinary Shares of the relevant Sub-Fund and Class to the Investor to the extent that the Investor's Commitment is called up and paid.

"Subscription Price" means the price at which the Ordinary Shares of a Class in a Sub-Fund will be issued, as ascribed to it for each Sub-Fund in the Special Section.

"Subsequent Investor" means, in respect of any Sub-Fund, any Investor whose Commitment has been accepted at a Closing occurring after the First Closing of such Sub-Fund.

"Subsidiary" means any local or foreign Entity (including for the avoidance of doubt any wholly owned subsidiary) (a) in which the Fund holds in aggregate more than fifty per cent (50%) of the voting rights or (b) which is otherwise controlled by the Fund, and (c) which in either case also meets all of the following conditions: (i) it does not have any activity other than the direct or indirect holding of investments, which qualify under the Investment Objective and Investment Policy of the Fund and the relevant Sub-Fund(s); and (ii) to the extent required under applicable laws and regulations, the accounts of such subsidiary are audited by or under the supervision of the Auditor(s). Any of the above mentioned local or foreign Entities shall be deemed to be "controlled" by the Fund if (i) the Fund holds in aggregate, directly or indirectly, more than fifty per cent (50%) of the voting rights in such Entity or controls more than fifty per cent (50%) of the voting rights pursuant to an agreement with the other shareholders, or (ii) the majority of the managers or board members of such Entity are members of the Board or employees of an Affiliate of the General Partner, except to the extent that this is not practicable for tax or regulatory reasons, or (iii) the Fund has the right to appoint or remove a majority of the members of the managing body of that Entity.

"Unfunded Commitments" means the portion of an Investor's Commitment to subscribe for Ordinary Shares of a Sub-Fund under the Subscription Agreement, which has not yet been drawn down and paid to the relevant Sub-Fund.

"Unlimited Shareholder" means the holder of the Management Share (action de commandité) and unlimited shareholder (associé commandité) of the Fund, liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Fund.

"USD" means the lawful currency of the United States of America.

"U.S. Person" has the meaning prescribed in Regulation S under the United States Securities Act of 1933.

"Valuation Day" means the 31 December of each year and any other day as the General Partner may in its absolute discretion determine for the purposes of calculating the Net Asset Value per Share of each Class in each Sub-Fund.

"Well-Informed Investors" has the meaning ascribed to it in article 2 of the 2007 Law and includes:

- institutional investors;

- professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and

- any other well-informed investor who fulfils the following conditions:

- * declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of one hundred and twenty five thousand Euro (EUR125,000) or an equivalent amount in any other currency in the Fund; or

- * declares that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/CE, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/CE, or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

For the purposes of this Fund, the term "Well-Informed Investors" shall exclude any natural persons.

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Corporate name and status. There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholder and all persons who may become owners of the Shares, a Luxembourg regulated

investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé), under the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions).

The Fund is an alternative investment fund subject to the rules of Part II of the 2007 Law and of the 2013 Law.

The Fund will exist under the corporate name of "SCM International Private Equity Select".

2. Registered office. The registered office of the Fund is established in the City of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Fund within the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Fund, the registered office of the Fund may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Fund's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Fund. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object. The object of the Fund is to provide attractive risk-adjusted returns from capital invested in Private Equity Target Funds through its Sub-Funds, while reducing investment risks through diversification.

The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

4. Duration. The Fund is established for an unlimited period of time.

Chapter II. - Capital, Shares

5. Share capital - Classes of ordinary shares.

5.1 Share capital

The minimum share capital of the Fund shall be, as required by the 2007 Law, the equivalent in any currency of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000). This minimum must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Fund.

The capital of the Fund shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in Article 10 hereof.

The initial share capital of the Fund is set at fifty one thousand USD (USD 51,000.-) represented by:

- one (1) fully paid up Management Share of no par value held by the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, and
- fifty (50) fully paid up Ordinary Shares of no par value held by the Founding Limited Shareholder.

For consolidation purposes, the accounting currency of the Fund is the USD.

The share capital of the Fund shall be increased or decreased as a result of the issue by the Fund of new fully paid up Shares or the repurchase by the Fund of existing Shares from its Shareholders.

5.2 Sub-Funds

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in USD, be converted into USD and the capital shall be the aggregate of the net assets of all Sub-Funds.

The General Partner may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Sub-Fund (compartment) within the meaning of article 71 of the 2007 Law.

The General Partner shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-Fund.

The right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of such Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-Fund. In the relation between Shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity.

The proceeds of the issue of each Class of Shares of a given Sub-Fund shall be invested, in accordance with Article 3, in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the General Partner for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class(es) of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

5.3 Classes of Ordinary

Shares The General Partner may, at any time, issue different Classes of Ordinary Shares, which may differ, inter alia, in their fee structure, minimum investment requirement, type of target investors, distribution policy, Reference Currency or hedging policy. Those Classes of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the 2007 Law and the 1915 Law and shall be disclosed in the Prospectus.

The Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Ordinary Shares" and each as an "Ordinary Share" when reference to a specific Class of Ordinary Shares is not required.

The Management Share together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Shares" and each as a "Share" when reference to a specific category of Shares is not required.

6. Form of shares. The Fund shall issue fully paid-in Shares of each Sub-Fund and each Class in uncertificated registered form only.

All issued Shares of the Fund shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more entities designated thereto by the Fund and under the Fund's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number and Class of registered Shares held by him, the amount paid up on each Share, the transfer of Shares (subject to the provisions of Article 8 hereof) and the dates of such transfer.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares.

The Fund shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares. Vis-à-vis the Fund, the Fund's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Fund. Notwithstanding the above, the Fund may decide to issue fractional Shares up to the nearest one thousandth of a Share. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the relevant Class on a pro rata basis.

Any transfer of registered Ordinary Shares, subject to the provisions of Article 8 hereof, shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any manager or any officer of the General Partner or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

7. Issue and subscription for ordinary shares.

7.1 Issue of the Shares

The General Partner of the Fund is authorized without limitation to issue new Ordinary Shares of any Class and in any Sub-Fund at any time without reserving for existing Limited Shareholders any preferential or pre-emptive right for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued. The General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares in any Sub-Fund and/or Class shall only be issued during one or more Offer Periods or at any other frequency as provided for in the Prospectus.

Ordinary Shares shall be issued and allotted only upon acceptance of a Subscription Agreement containing, inter alia, the Commitment of the prospective Limited Shareholder to subscribe for Ordinary Shares and to pay them in by contribution of a certain amount of cash to the Fund. In exchange of its Commitment, the Fund will issue fully paid-in Ordinary Shares to the relevant prospective Limited Shareholder.

7.2 Commitments and Draw Downs

Commitments to subscribe for Ordinary Shares will be payable to the relevant Sub-Fund, in whole or in part, on the date specified in any Funding Notice sent by the General Partner or any agent duly appointed by the General Partner. The General Partner will issue fully paid up Ordinary Shares of the relevant Class in the Sub-Fund to such Investor to the extent that his Commitment is called up and paid in conformity with the Funding Notice.

Draw Downs will usually be made by sending a Funding Notice not less than seven (7) Business Days in advance of the date on which the amount called pursuant to said Funding Notice is payable by the relevant Investors. Unless the Investor has made arrangements with the General Partner to make payment in some other currency or by some other method, payment must be made in the Reference Currency of the Sub-Fund by SWIFT.

With regard to each Class in the relevant Sub-Fund, the General Partner will draw down Commitments from all Investors proportionally to their respective total Commitment(s).

At each Draw Down following the acceptance of their Subscription Agreement, Subsequent Investors will be first drawn down by the General Partner up to and until such time that the Funded Commitments made by such Subsequent Investors bear the same proportion as the Funded Commitments of the Prior Investors.

Generally, each Draw Down shall be made in proportion and shall be equal to a percentage of each relevant Investor's total Commitment, unless such percentage would result in any Percentage Limited Investor breaching any percentage restriction to which it is subject as set out in the Subscription Agreement and/or if, as a result thereof, the Fund or any Sub-Fund may become exposed to tax disadvantages, fines, penalties that it would not have otherwise incurred. In such case, the General Partner will draw down such Percentage Limited Investors up to a maximum amount that does not breach the above-mentioned percentage restriction. The amount which could not be called due to this limitation will be reallocated to the relevant Percentage Limited Investor's Unfunded Commitments and such portion will be drawn down in priority to any other Investors, but with respect to the percentage limitation, at the next following Draw Down and, if necessary, subsequent Draw Downs until such portion is entirely satisfied.

Notwithstanding the above, the General Partner may, with Investor Consent, deviate from the above Draw Down procedures.

7.3 Actualisation Interest

Each Subsequent Investor will have to pay, in addition to the Subscription Price, an actualisation interest (the "Actualisation Interest") in favour of the relevant Sub-Fund, as further described in the Prospectus. For the avoidance of doubt, an Investor may be both a Prior Investor and a Subsequent Investor for the purpose of this Article.

The Actualisation Interest shall not be treated as part of a Subsequent Investor's Commitment and Subsequent Investors shall pay it in addition to their respective Commitments.

7.4 Restrictions to the Subscription for Shares

Ordinary Shares are reserved to Well-Informed Investors only and in accordance with the Prospectus.

The offering of the Ordinary Shares may be restricted to specific categories of persons in certain jurisdictions in order to conform to local law, customs or business practice or for fiscal or any other reason. It is the responsibility of any persons/entities wishing to hold Ordinary Shares to inform themselves of and to observe all applicable laws and regulations of any relevant jurisdictions.

Furthermore, the General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscriptions for Ordinary Shares. Moreover, the number of Investors in any Sub-Fund may not exceed, at any time, one hundred (100). The General Partner shall also prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not he is, or will be, a Prohibited Person.

The Fund does not intend to issue Ordinary Shares to persons other than to Well-Informed Investors with whom it has entered into a Subscription Agreement during the applicable Offer Period.

The General Partner may fix a minimum subscription level as well as a minimum holding amount which any Shareholder is required to comply with at any time as provided for in the Prospectus.

7.5 Subscription Price

Ordinary Shares will be issued at the Subscription Price. The amount of the Subscription Price and the terms and conditions under which it will be paid are determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus.

The General Partner may delegate to any of its managers, or any duly authorised officer of the Fund or any other duly authorised person the power to accept subscriptions and to receive payment of the Subscription Price of the Ordinary Shares to be issued and to deliver them.

7.6 Default provisions

If an Investor fails to pay any amount on its Unfunded Commitments pursuant to a Funding Notice, in accordance with the agreed terms and conditions of its Subscription Agreement, on the date specified in said Funding Notice, any such unpaid amount shall automatically bear interest with effect from the date in question until payment in full at a rate defined in the Prospectus. Such an Investor will be deemed to be overdue (an "Overdue Investor").

If payment of any amounts so due is not made at the latest on expiry of a period of fifteen (15) Business Days following service of a notice by the General Partner requiring the Overdue Investor to pay the amount due plus interest, then such Overdue Investor will be deemed a Defaulting Investor.

The General Partner may, in its discretion, take any one or more of the following actions:

- remove the Defaulting Investor's representative from the Shareholder Advisory Committee, if any;
- compulsorily redeem the Ordinary Shares of the Defaulting Investor in the Sub-Fund against payment to such Investor of an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of its shareholding in the relevant Class, the payment of the redemption proceeds being made at the liquidation of the Sub-Fund; however, in case of a Sub-Fund having a German Regulated Entity as Shareholder, the following shall apply if stated in the Prospectus for this specific Sub-Fund: compulsorily redeem the Ordinary Shares of the Defaulting Investor in the Sub-Fund; the redemption proceeds shall equal the lower of (i) eighty per cent (80%) of the Fair Market Value of such Ordinary Shares as determined on the day on which the compulsory redemption becomes effective or (ii) the pro rata share of the Ordinary Shares concerned in the liquidation proceeds of the Sub-Fund and the payment of the redemption proceeds may, at the discretion of the General Partner, be delayed until the end of the liquidation of the Sub-Fund provided that payments of redemption proceeds to a German Regulated Entity that holds the Ordinary Shares directly or indirectly as part of its "guarantee assets" ("Sicherungsvermögen" as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act) or "other committed

assets" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act) shall be made within two (2) years after the day on which the compulsory redemption becomes effective;

- provide the non-Defaulting Investors with a right to purchase, on a pro rata basis, the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of its shareholding in the relevant Class; or, in case the non-Defaulting Investors do not make use of such right, provide eligible third parties with a right to purchase the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of its shareholding in the relevant Class; however, in case of a Sub-Fund having a German Regulated Entity as Shareholder, the following shall apply if stated in the Prospectus for this specific Sub-Fund: provide the non-Defaulting Investors with a right to purchase, on a pro rata basis, the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to 80% of the Fair Market Value of its shareholding in the relevant Class; or, in case one or more of the non-Defaulting Investors do not make use of such right, provide any interested non-Defaulting Shareholders with a right to purchase, on a pro rata basis among them, additional Ordinary Shares under the same conditions; or, thereafter, provide eligible third parties with a right to purchase the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to 80% of the Fair Market Value of its shareholding in the relevant Class;

- reduce or terminate the Defaulting Investor's Commitment;

- deliver an additional Funding Notice to the other non-Defaulting Investors to make up any shortfall of the Defaulting Investor (not to exceed each non Defaulting Investor's Unfunded Commitment);

- suspend the right of a Defaulting Investor to receive any distribution of any kind within the limits provided for in the Prospectus; and/or

- suspend the voting rights of all Ordinary Shares belonging to a Defaulting Investor.

The General Partner may decide on other solutions as far as legally allowed if it believes such solutions to be more adequate to the situation. The General Partner may, in its discretion but having regard to the interest of the other Investors, waive any of these remedies against an Overdue Investor or Defaulting Investor.

However, the General Partner may not set-off any claims (including those under a Funding Notice and other events) against claims of a German Regulated Entity (e.g. from distribution resolutions of the Sub-Fund), if such claims of the German Regulated Entity are part of its "guarantee assets" ("Sicherungsvermögen" as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act).

8. Transfer of shares.

8.1 Transfer of the Ordinary Shares Under the conditions set out in this Article and unless stated otherwise in the Prospectus, Ordinary Shares and Unfunded Commitments are freely transferable in whole or in part to Well-Informed Investors, provided that the transfer does not result in a Prohibited Person holding Ordinary Shares or in the number of Shareholders in a Sub-Fund exceeding one hundred (100), as an immediate consequence or in the future.

Unless otherwise provided for in this Article, Ordinary Shares and Unfunded Commitments may not be transferred without the prior written consent of the General Partner, which consent may not be unreasonably withheld, subsequent to the receipt of a confirmation by each of the transferor and transferee with representation and guarantee that the proposed transfer does not violate the applicable laws and regulations. The General Partner may also request the transferor and transferee to provide the General Partner with a legal opinion to that effect. The withholding of the General Partner's consent is not considered to be unreasonable in the following cases, such list not being exhaustive: where (i) the transferee is not considered sufficiently creditworthy by the General Partner; (ii) the transferee is a competitor of the Fund, the AIFM or the Investment Manager; (iii) the Fund would incur a reputational risk; and (iv) the transferee does not confirm that it invests on its own account.

A German Regulated Entity may freely transfer the Ordinary Shares directly or indirectly held by it as part of its "guarantee assets" ("Sicherungsvermögen" as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act) or "other committed assets" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act) as well as of its Unfunded Commitments and such transfer does not require the approval of the other Limited Shareholders or the General Partner, unless the transferee is not a Well-Informed Investor or is a Prohibited Person, and provided that such transfer does not result in the number of Limited Shareholders in a Sub-Fund exceeding one hundred (100) and provided further in respect of a transfer of Unfunded Commitments that the transferee is of sufficient creditworthiness, i.e. benefits from an "investment grade" credit rating. The same shall apply to German Limited Shareholders subject to similar legal requirements which include German investment companies (Kapitalanlagegesellschaften or Kapitalverwaltungsgesellschaften) holding the Shares on behalf of a German investment fund subject to the German Investment Act (Investmentgesetz) or Capital Investment Act (Kapitalanlagegesetzbuch). If the requirements of this paragraph are not fulfilled, the General Partner may reject the transfer.

Upon the transfer of the Ordinary Shares and Unfunded Commitments of an Investor, the transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations of such Investor relating to such Ordinary Shares and Unfunded Commitments and the transferor shall be released from (and shall have no further liability for) such liabilities and obligations. Once the transferor has transferred its Ordinary Shares and Unfunded Commitments, it shall have no further liability of any nature under the Prospectus or in respect of the Sub-Fund in relation to the transferred Unfunded Commitments and Ordinary Shares.

To the extent that, and as long as, the Sub-Fund's Ordinary Shares are part of a German Regulated Entity's guarantee assets, and such German Regulated Entity is under the legal obligation to appoint a trustee ("Treuhänder") in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as amended from time to time, such Ordinary Shares shall not be transferred without the prior written consent of the relevant Limited Shareholder's trustee or by the relevant Limited Shareholder's trustee's authorised deputy. The same shall apply to other German Limited Shareholders subject to similar legal requirements or having themselves subjected to such obligation on a voluntary basis.

For the purpose of this Article, the term "transfer" includes any sales, exchange, transfer, assignment and pledge or other disposal of all or part of the Ordinary Shares held by a Limited Shareholder.

8.2 Transfer of Management Shares

The transfer restrictions as set forth in Article 8.1 hereof shall not apply to the transfers of the Management Shares.

The Management Shares are freely transferable only to an Affiliate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Shares and provided the transferee is not a natural person.

In addition, should the General Partner be removed in accordance with the provisions of Article 12, in case of appointment of a new general partner, the General Partner will transfer its Management Shares to the newly appointed general partner.

9. Redemption of ordinary shares. Limited Shareholders will not have a right to request the Fund to redeem any or part of their Shares.

9.1 Compulsory Redemption from Prohibited Persons

If the General Partner discovers at any time that Ordinary Shares are owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly, the General Partner may at its discretion and without liability, compulsorily redeem the Ordinary Shares held by any such Prohibited Person against payment to such Prohibited Person of an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of such Shares.

In case of a Sub-Fund having a German Regulated Entity as Shareholder, the rules of this paragraph shall apply instead of the preceding paragraph, if specifically stated in the Prospectus for such specific Sub-Fund: If the General Partner discovers at any time that Ordinary Shares are owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly, the General Partner may at its discretion and without liability, compulsorily redeem the Ordinary Shares held by any such Prohibited Person. The redemption proceeds shall equal the lower of (i) eighty per cent (80%) of the Fair Market Value of such Ordinary Shares as determined on the day on which the compulsory redemption becomes effective or (ii) the pro rata share of the Ordinary Shares concerned in the liquidation proceeds of the Sub-Fund and the payment of the redemption proceeds may, in the discretion of the General Partner, be delayed until the end of the liquidation of the Sub-Fund concerned provided that payments of redemption proceeds to a German Regulated Entity that holds the Ordinary Shares directly or indirectly as part of its "guarantee assets" ("Sicherungsvermögen" as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act) or "other committed assets" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act) shall be made within two (2) years after the Valuation Day on which the compulsory redemption becomes effective.

The General Partner shall not proceed to compulsorily redeem the Ordinary Shares held by the Prohibited Person before having given such Prohibited Person a written notice at least fifteen (15) Business Days prior to the compulsory redemption.

Upon redemption, the Prohibited Person will cease to be the owner of those Ordinary Shares.

The payment of the redemption proceeds to such Prohibited Person shall be made at the liquidation of the Sub-Fund. Nevertheless, such payment may be anticipated at the discretion of the General Partner. In the event that the General Partner compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may provide the other Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at a price equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of such Shares; or, in case the other Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) do not make use of such right, provide eligible third parties with a right to purchase the Ordinary Shares of the Prohibited Person at an amount equal to seventy per cent (70%) of the Net Asset Value of such Shares.

In case of a Sub-Fund having a German Regulated Entity as Shareholder, the rules of this paragraph shall apply instead of the preceding paragraph, if specifically stated in the Prospectus for such specific Sub-Fund: The payment of the redemption proceeds to such Prohibited Person shall be made at the liquidation of the Sub-Fund. Nevertheless, such payment may be anticipated at the discretion of the General Partner. In the event that the General Partner compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may provide the other Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at a price equal to eighty per cent (80%) of the Fair Market Value of such Ordinary Shares as determined on the day on which the compulsory redemption becomes effective; or, in case not all of the other Limited Shareholders make use of such right, provide any interested Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase, on a pro rata basis among them, additional Ordinary Shares under the same conditions; or, thereafter, in case the other Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) do not make use of such right, provide eligible third parties with

a right to purchase the Ordinary Shares of the Prohibited Person at an amount equal to 80% of the Fair Market Value of such Ordinary Shares as determined on the day on which the compulsory redemption becomes effective.

For the avoidance of doubt, the Ordinary Shares redeemed and purchased in accordance with the preceding paragraph will not be cancelled in the share register.

The General Partner may require any Limited Shareholder to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of determining whether or not such owner of Ordinary Shares is or will be a Prohibited Person.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Ordinary Shares are sold) will be charged to the Prohibited Person by way of a reduction to any redemption proceeds.

9.2 Compulsory redemption for distribution purposes

Subject to the minimum capital requirement provided for by the 2007 Law, the General Partner may decide, at its discretion, to redeem Shares for distribution purposes. If the General Partner resolves to redeem Shares, Shares of all Investors of the Sub-Fund have to be redeemed proportionately unless all such investors give their consent. The redemption price will be equal to the current Net Asset Value. The redemption price shall be paid out at a time as determined by the General Partner.

9.3 Other compulsory redemption possibilities

Ordinary Shares may be compulsorily redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Fund or the relevant Sub-Fund, subject to the terms and conditions the General Partner will determine and within the limits set forth by law, the Prospectus and the Articles of Incorporation. In particular, Ordinary Shares of any Class and Sub-Fund may be redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among existing Limited Shareholders.

Ordinary Shares compulsorily redeemed shall be redeemed at their relevant Net Asset Value calculated on the date specified in the relevant compulsory redemption notice.

Payment of the Net Asset Value will be made to Limited Shareholders which are not Prohibited Persons not later than sixty (60) Business Days from the date on which the redemption has occurred unless legal constraints, such as foreign exchange controls or restrictions on capital movements, or other circumstances beyond the control of the General Partner make it impossible or impracticable to transfer the redemption proceed to the country in which the application for redemption was submitted.

The General Partner may, at its complete discretion but with the consent of the relevant Limited Shareholder, decide to satisfy payment of the redemption price to this Limited Shareholder wholly or partly in specie by allocating to such Limited Shareholder investments from the pool of assets set-up in connection with the Sub-Fund, equal in value as of the date on which the Net Asset Value is calculated, to the value of the Ordinary Shares to be compulsorily redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interest of the other Limited Shareholders of the Sub-Fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

If any Limited Shareholder is or becomes a Prohibited Person, in lieu of redeeming such Limited Shareholder's Ordinary Shares, the General Partner may, with the consent and at the cost of the Limited Shareholder concerned, form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" under the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended, and transfer such Limited Shareholder's Ordinary Shares in the Sub-Fund to such investment vehicle.

9.4 Special redemption from the Founding Limited Shareholder

After the first Draw Down, the General Partner may, with the approval of the Founding Limited Shareholder, carry out a special redemption of the Ordinary Shares issued to the Founding Limited Shareholder at the time of incorporation of the Fund, subject to the condition that the satisfaction of such redemption will not cause the Fund's capital to fall below the minimum capital as set out in Article 5.1. Such redemption shall be satisfied by the payment of the original issue price of such Shares.

9.5 Cancellation of redeemed Ordinary Shares

All redeemed Ordinary Shares shall be cancelled, subject to the provisions of Article 9.1.

10. Reporting and calculation of net asset value.

10.1 Reporting

An annual report including audited financial statements for the Fund will be available for Limited Shareholders within six (6) months after the end of each Financial Year.

The Fund's Financial Year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year. The Fund will issue audited annual reports.

The financial statements and annual reports of the Fund will be prepared in accordance with LuxGAAP.

In addition, the Limited Shareholders will also be provided with quarterly unaudited reports within five (5) months of the end of a calendar quarter for the first three (3) calendar quarters. The first quarterly unaudited reports will be provided

as of the end of the calendar quarter, in which the relevant Sub-Fund has made its first commitment to a Private Equity Target Fund.

Any other financial information concerning a Sub-Fund, including the calculation of the Net Asset Value per Share and the issue prices of Ordinary Shares will be made available at the registered office of the Fund.

10.2 Net Asset Value Calculation

To the extent required by and within the limits laid down under Luxembourg laws and regulations, the Net Asset Value and the Net Asset Value per Ordinary Share and Class will be determined by the Central Administration Agent, under the responsibility of the AIFM, on each Valuation Day in accordance with the rules set forth below and Luxembourg law.

10.3 Net Asset Value and Net Asset Value per Ordinary Share

The Net Asset Value and the Net Asset Value per Ordinary Share and Class shall be calculated in accordance with LuxGAAP for the preparation of the annual financial statements required by law.

The Fund's Net Asset Value corresponds to the difference between the Fund's Gross Asset Value and its liabilities determined in accordance with LuxGAAP. The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class is the result of the division of the overall Net Asset Value attributable to such Class by the number of Ordinary Shares of such Class in circulation on the relevant Valuation Day; it is expressed in the currencies of the Classes of the Sub-Fund and is calculated up to three decimal places.

Investments in Private Equity Target Funds shall be valued based on the latest available report delivered by such Private Equity Target Funds, adjusted by any net capital movements (draw downs, distributions etc.) that occurred after such delivery which were not yet reflected in such report. The AIFM will check the overall accuracy of the valuations and may, in its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund and/or its Sub-Funds in compliance with LuxGAAP. This method will then be applied in a consistent way.

The value of all assets and liabilities not expressed in the currencies of the Share Classes of the Sub-Fund will be converted into the currencies of the Share Classes of the Sub-Fund at the rate of exchange applicable in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the AIFM or any duly appointed agent.

10.4 Net Asset Value Calculation Update / Evaluation Event

If since the time of determination of the Net Asset Value and the Net Asset Value per Ordinary Share there has been a material change in relation to (i) a substantial part of the properties or property rights of the Fund or (ii) the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interest of the Limited Shareholders, cancel the first valuation and carry out a second valuation with prudence and in good faith.

A similar update procedure may be carried out by the AIFM if a Private Equity Target Fund, in which the relevant Sub-Fund is invested, (i) has failed to deliver valuations and financial statements on time or (ii) has, since the delivery of its last valuations and financial statements, experienced certain events, as mentioned in the following sentence, which materially affect their respective value. In such a case the AIFM will carry out a valuation with prudence and in good faith using the latest available report and taking into consideration any net capital movements (draw downs, distributions etc.).

10.5 Net Asset Value Calculation Details

In addition to the rules set out in sections 10.3 and 10.4 above, the calculation of the Net Asset Value of the Fund shall be made in the following manner:

Assets of the Fund

The assets of the Fund shall include:

10.5.1.1 all debt or equity securities or instruments, shares, units, participations and interests, including investments in Private Equity Target Funds;

10.5.1.2 all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Subsidiaries registered in the name of the Fund or any of its Subsidiaries;

10.5.1.3 all property, real estate assets or property interest owned by the Fund or any of its Subsidiaries, all shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;

10.5.1.4 all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

10.5.1.5 all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities or any other assets sold but not delivered);

10.5.1.6 all bonds, convertible bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, interests in limited partnerships, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;

10.5.1.7 all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund or the Depositary;

10.5.1.8 all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;

10.5.1.9 the formation expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off;

10.5.1.10 all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

The value of the Fund's assets shall be determined as follows:

10.5.1.1 Securities or investment instruments that are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market, are valued at their last sales prices reported on such exchange on the Valuation Day or, if no prices were quoted on such date, at the last reported "bid" price (in the case of a security or investment instrument held long) and the last reported "asked" price (in the case of a security or investment instrument sold short) on the Valuation Day or, if no such prices have been quoted on such date, at the value assigned reasonably and in good faith by AIFM;

10.5.1.2 Securities or investment instruments that are not listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market as well as other non-listed assets (excluding interests in Private Equity Target Funds, which will be valued in accordance with letter (d) below) will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated reasonably and in good faith by the AIFM;

10.5.1.3 Short-term debt securities with remaining maturities of one (1) year or less at the time of purchase are valued at cost;

10.5.1.4 Units or shares issued by an investment structure (including an undertaking for collective investment, "UCI", and, for the avoidance of doubt, interests in Private Equity Target Funds) shall be valued in accordance with the Articles 10.3 and 10.4;

10.5.1.5 The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

10.5.1.6 The AIFM will check the overall accuracy of the valuations and may, in its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Fund and/or its Sub-Funds in compliance with LuxGAAP. This method will then be applied in a consistent way.

Liabilities of the Fund

The Liabilities of the Fund shall include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable expenses;
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the AIFM, as well as such amount (if any) as the AIFM may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund provided that for the avoidance of doubt, on the basis that the assets are held for investment it is not expected that such provision shall include any deferred taxation;
- (f) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting standards. In determining the amount of such liabilities the Fund shall take into account all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Sub-Fund; the Management fee and fees of the Depositary, the Central Administration Agent, the Paying Agent and the Registrar and Transfer Agent as well as any entity appointed to serve as domiciliary and corporate agent; standard brokerage and bank charges incurred by the Sub-Fund's business transactions (these charges are included in the cost of investments and deducted from sales proceeds); to the extent not covered by the AIFM fee or the Investment Manager fee, all Investment Related Expenses, including, for the avoidance of doubt, accounting, due diligence, legal and other professional fees and expenses incurred by the General Partner, the AIFM and the Investment Manager in respect of the selection and ongoing monitoring of potential and actual Private Equity Target Funds (including, without limitation, travelling costs and other out-of-pocket expenses); costs and expenses charged to the Sub-Fund by Private Equity Target Funds in accordance with the relevant documents of the Private Equity Target Funds; the cost, including that of legal advice, tax advice, auditors and valuers, which may be payable by the General Partner, the AIFM, the Investment Manager or the Depositary or the Central Administration Agent or the Registrar and Transfer Agent for actions taken in relation to the Sub-Fund; these include, but are not limited to, legal or audit opinions if required to certify ownership of assets; the costs of arranging and holding meeting(s) of the Shareholder Advisory Committee (if any) and of the annual general meeting of Shareholders; the costs of arranging and holding meetings of the Board; the fees and expenses incurred in connection with the registration of the Sub-Fund with, or the approval or

recognition of the Sub-Fund by, the competent authorities in any country or territory and all fees and expenses incurred in connection with maintaining any such registration, approval or recognition; and the cost of preparing, depositing, translating and publishing the Prospectus, the Articles of Incorporation and other documents in respect of the Sub-Fund, including notifications for registration, prospectuses and memoranda for all governmental authorities and, stock exchanges (including local securities dealer's associations) which are required in connection with the Sub-Fund or with offering the Ordinary Shares, the cost of establishing, printing and distributing yearly and quarterly reports for the Limited Shareholders, together with the cost of establishing, printing and distributing all other reports and documents which are required by the relevant legislation or regulations, the cost of bookkeeping and computation of the Net Asset Value per Share, the cost of notifications to Limited Shareholders, the fees of the auditors and legal advisers, and all other similar administrative expenses including the cost of advertising and other expenses incurred in connection with such activity, specifically for the offer and sale of the Ordinary Shares, such as the cost of printing copies and translating of the above-mentioned documents and reports as are used in marketing the Ordinary Shares. The Fund and each of its Sub-Funds may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

For the purpose of the above,

(a) Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the AIFM on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be an asset of the Fund;

(b) Shares of the Fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption or conversion, and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currencies of the Share Classes of the respective Sub-Fund will be converted into the currencies of the Share Classes of the respective Sub-Fund at the rate of exchange applicable in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

(d) where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

- purchase any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund shall not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the AIFM.

10.6 Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share The AIFM may suspend the determination of the Net Asset Value per Share:

- during any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the AIFM, or the existence of any state of affairs in the market, if, in the opinion of the AIFM, a fair price cannot be determined for the assets of the Fund;

- in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing any asset of the Fund or if for any reason the value of any asset of the Fund which is material in relation to the Net Asset Value per Share (as to which the AIFM shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable, or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the assets of the Fund cannot be effected at the normal rates of exchange;

- during any period when the value of the net assets of any Subsidiary of the Fund may not be determined accurately;

or

- when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately determined.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the AIFM and shall be notified to Shareholders of the relevant Sub-Fund having made an application for subscription of Ordinary Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Chapter III. - Management

11. Powers of the general partner. The Fund shall be managed by SCM PE General Partner S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder/General Partner of the Fund.

The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Fund, to act in the name of the Fund in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Fund's object. The Fund may appoint an AIFM under an AIFM Agreement to perform part or all of these management functions, including, as far as

applicable, the functions of the General Partner specifically mentioned in these Articles of Incorporation, under the supervision of the General Partner.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Fund.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, in compliance with these Articles of Incorporation and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisory agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Fund.

12. Removal of the general partner. The General Partner may only be removed and replaced for cause (i.e. in case of fraud, gross negligence or wilful misconduct in the performance of its duties under the Prospectus or the Articles of Incorporation as determined by a court of competent jurisdiction at first instance and resulting in a material economic disadvantage for the Fund), by means of a resolution of the general meeting of Shareholders adopted as follows:

- The quorum shall be reached if at least fifty per cent (50%) of the share capital is present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the proportion of the share capital represented.

- In both meetings, the resolutions shall be passed if they are carried by at least two thirds of the votes cast. The approval of the General Partner will not be required, as provided for in the Articles of Incorporation, to validly decide on its removal.

In the event of the removal of the General Partner, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation, subject to the prior approval of the CSSF. In the event that no new general partner is appointed at the general meeting of Shareholders, the Fund will be put into liquidation.

Immediately following the appointment of a new general partner, the General Partner will transfer his Management Share in the Fund to the newly appointed general partner. The transfer price shall be equal to the issue price of the Management Share at the time of incorporation of the Fund.

For the avoidance of doubt, in case of removal of the General Partner, the corporate name of the Fund and the name of the General Partner as mentioned in the Articles of Incorporation shall immediately be amended by a resolution adopted by the Shareholders of the Fund in accordance with the provisions of the 1915 Law, in order to reflect such removal of the General Partner and the appointment of a new general partner of the Fund. The term "SCM" may not be used by the Fund and its new general partner any more, unless the new general partner is an Affiliate of the Investment Manager.

The replaced General Partner and its officers, directors, managers, employees and associates will continue to be Indemnitees (as defined under Article 36), but only with regard to all claims, liabilities, costs and expenses incurred in connection with their role as such (i) relating to investments made prior to the removal of the replaced General Partner, or (ii) arising out of or relation to their activities during the period prior to the effective date of the removal of the General Partner as the general partner of the Fund, or otherwise arising out of the replaced General Partner's service as general partner of the Fund or any related investment fund.

13. Representation of the fund. The Fund will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the signature of any other person to whom such power has been validly delegated by the General Partner in accordance with its articles of incorporation. No Limited Shareholder shall represent the Fund.

14. Liability of the general partner and limited shareholders. The General Partner shall be liable to the Fund for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Fund's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders or by way of an Investor Consent and shall be liable to the extent of their contributions to the Fund.

In addition, Limited Shareholders are contractually liable towards the Fund up to the amounts committed in their respective Subscription Agreements.

15. Delegation of powers; agents of the general partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Fund as required for the affairs and management of the Fund, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Fund without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner in accordance the Prospectus.

The General Partner or any duly appointed officers or agents of the Fund, each of them acting within their respective mandate, will determine any such officer's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

16. AIFM. The General Partner of the Fund may appoint a management company as an external alternative investment fund manager or remain self managed. The AIFM will, under the supervision of the General Partner, administer and manage each Sub-Fund in accordance with the Prospectus, the Articles of Incorporation and under the conditions and limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the 2007 Law and the 2013 Law, and in the exclusive interest of the Shareholders, and it will be empowered, subject to the rules as further set out hereafter, to exercise all of the rights attached directly or indirectly to the assets of each Sub-Fund. The AIFM may appoint an investment manager to manage under the overall control and responsibility of the AIFM, the portfolio of one or more Sub-Funds of the Fund. Details regarding the appointment of the external alternative investment fund manager or self-managed structure of the Fund will be incorporated in the Prospectus.

To the extent that, and as long as, the General Partner has appointed an AIFM especially in accordance with the preceding paragraph, references to the General Partner Board shall, where appropriate and in accordance with the provisions of the Prospectus, be construed as also including the AIFM, the case being, as represented by the AIFM Board. Where the General Partner has not appointed an AIFM or in case of any discontinuation of the services of the AIFM, the General Partner shall assume all the aforementioned powers and responsibilities.

17. Investment manager. The Fund and/or the AIFM may appoint an investment manager to manage, under the overall control and responsibility of the Board, the securities portfolio of one or more Sub-Funds of the Fund.

The Fund and/or the AIFM may furthermore appoint one or more investment advisor(s) with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for one or more Sub-Fund of the Fund and otherwise advise the Fund and/or the AIFM with respect to asset management as further described in the Prospectus.

The powers and duties of the investment manager and the respective investment advisor as well as their remuneration will be described in an investment management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the Fund and/or the AIFM and/or the respective investment manager and/or investment advisor (as the case may be).

18. Conflict of interest. A conflict of interest shall arise where a Sub-Fund is presented with (i) an investment proposal involving a Private Equity Target Fund owned (in whole or in part), controlled, managed or advised, directly or indirectly, by the AIFM, the General Partner, the Investment Manager or any Affiliates thereof, or an Investor of the relevant Sub-Fund, or (ii) any disposal of an investment to another Sub-Fund or portfolio controlled, managed or advised by the AIFM, the General Partner, Investment Manager or any Affiliate thereof, or to a director or officer of the General Partner, the AIFM or of the Investment Manager or any Affiliate thereof, or an Investor of the relevant Sub-Fund (together the "Relevant Persons"). Such conflict of interest will be fully disclosed by the Relevant Person to the General Partner and referred by the General Partner to the relevant Shareholder Advisory Committee. This Shareholder Advisory Committee, if any, shall resolve by decision taken with simple majority on the recommendations made by the AIFM regarding such investment/divestment proposal before the investment or divestment is made.

Where no Shareholder Advisory Committee has been established, the General Partner will make a special report regarding the conflict(s) of interest to the next following general meeting of Shareholders of the Fund or the respective Sub-Fund, as applicable, before any other resolution is put to vote.

As regards conflicts of interest of the General Partner, the General Partner will in any case be obliged to make a special report thereon to the next following general meeting of Shareholders of the Fund or the respective Sub-Fund, as applicable, before any other resolution is put to vote.

Notwithstanding anything to the contrary in the Fund Documents, the Relevant Persons may actively engage in transactions on behalf of other investment funds and accounts which involve the same securities and instruments in which the Sub-Funds will invest. It is therefore possible that a Relevant Person may have potential conflicts of interest with the Fund. The Relevant Persons may provide services to other investment funds and accounts that have investment objectives similar or dissimilar to those of the Sub-Funds and/or which may or may not follow investment programs similar to the Sub-Funds, and in which the Sub-Funds will have no interest. The portfolio strategies of the Relevant Persons used for other investment funds or accounts could conflict with the transactions and strategies advised by the Relevant Person in managing a Sub-Fund and affect the prices and availability of the securities and instruments in which the Sub-Fund invests.

The Relevant Persons may give advice or take action with respect to any of their other clients which may differ from the advice given or the timing or nature of any action taken with respect to investments of a Sub-Fund. The Relevant Persons have no obligation to give a right of first refusal to the Fund or the relevant Sub-Fund when presented with an investment opportunity.

The Relevant Persons will devote as much of their time to the functioning of a Sub-Fund as they deem necessary and appropriate. The Relevant Persons are not restricted from forming additional investment funds, from entering into other investment advisory relationships, or from engaging in other business activities, even though such activities may be in competition with a Sub-Fund and/or may involve substantial time and resources of the Relevant Persons. These activities will not qualify as creating a conflict of interest in that the time and efforts of the Relevant Persons will not be devoted exclusively to the business of the Fund and its Sub-Funds but will be allocated between the business of the Fund and its Sub-Funds and other advisees of the Relevant Persons.

Other present and future activities of the Relevant Persons may give rise to additional conflicts of interest.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

19. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Fund shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles of Incorporation or by Luxembourg law.

20. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Fund or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting, on the last Monday in the month of June at 14:00 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding Monday.

21. Other general meetings. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing ten per cent (10%) of the share capital of the Fund require so in a written request with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

22. Convening notice. A general meeting of Shareholders is convened, in accordance with Luxembourg law, by the General Partner or by Shareholders representing a minimum of ten per cent (10%) of the share capital of the Fund.

Notices of all general meetings are sent by registered mail by the Central Administration Agent to all Shareholders at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

23. Presence, Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex and email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

The Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by videoconference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification are deemed to be present for the quorum and the majority requirements. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

24. Proceedings. General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

The above-described persons in this Article 24 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

25. Vote. Each Share entitles the holder thereof to one vote.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by at least two thirds of the votes cast at such meeting, regardless of the proportion of the capital represented.

In accordance with these Articles of Incorporation and as far as permitted by the 1915 Law, any decision of the general meeting of Shareholders will require the approval of the General Partner in order to be validly taken.

The approval of the General Partner is not required for decisions taken in accordance with Article 12 (removal of the General Partner).

26. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

27. General meetings of shareholders of a single sub-fund. The Shareholders of a Sub-Fund may hold, at any time, specific general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

The provisions set out in Articles 22 to 26 of these Articles of Incorporation as well as in the 1915 Law shall apply to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of a general meeting of Shareholders of a Sub-Fund are passed by at least two thirds of the votes cast at such meeting.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

28. Financial year. The Fund's Financial Year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year, provided that the last Financial Year of the Fund shall end on the date of the final liquidation distribution of the Fund.

29. Auditors. The accounting data related in the annual reports of the Fund shall be examined by one or more Auditors appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Fund.

The Auditors shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

30. Distributions. The General Partner will pursue a distribution policy whereby all distributable proceeds from any Private Equity Target Funds, whether of an income or capital nature, will be distributed by paying dividends or otherwise (including by redeeming Shares) (the "Distributions"), following satisfaction of all expenses and liabilities of the Sub-Fund, to the Limited Shareholders by the General Partner following the end of the Offer Period promptly at such times as the General Partner in its sole discretion deems appropriate. The General Partner will generally seek to make distributions as soon as reasonably practical after the relevant amounts become available for distribution.

The General Partner in its sole discretion may use proceeds received by the Sub-Fund from its investments in order to satisfy capital calls from the Private Equity Target Funds.

The General Partner may withhold from amounts distributable to the Limited Shareholders or otherwise to pay over to the appropriate taxing authorities amounts of withholding, income or other tax required to be so withheld or paid over.

For any Shares entitled to distributions, the general meeting of Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by Luxembourg law, decide whether and to what extent distributions are to be paid out of the respective Sub-Fund's assets and may from time to time declare, or authorize the General Partner to declare distributions.

For any Shares entitled to distributions, the General Partner may furthermore decide to pay interim dividends in compliance with the Prospectus and the conditions set forth by law.

Distributions may only be made if the net assets of the Fund do not fall below the minimum set forth by law (i.e. EUR 1,250,000).

Distributions will be made in cash. However, the General Partner is authorised, subject to prior consent of the relevant Limited Shareholder(s), to make in specie distributions/payments of assets of the Fund. Any such distributions/payments in specie will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders.

Distributions remaining unclaimed for five years after their declaration will be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund and/or Class.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Distributions are at any time callable by the respective Sub-Fund, in each case in accordance with the applicable provisions contained in the Prospectus for each particular Sub-Fund.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

31. Dissolution.

31.1 Dissolution, insolvency, bankruptcy, legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Fund shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner will not lead to the dissolution of the Fund.

In any of the events mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Limited Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted by Limited Shareholders in accordance with Article 12.

31.2 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Fund may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend these Articles of Incorporation, as provided for in Article 35.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days as from the date when it is ascertained that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one-fourth of the legal minimum respectively as the case may be.

In case of voluntary dissolution, the General Partner will act as liquidator of the Fund.

32. Liquidation. In the event of the dissolution of the Fund, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honorability and professional skills. The appointment of any liquidator will require the approval of the General Partner.

After payment of all the debts of and charges against the Fund and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them. The amounts not claimed by the Shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed anymore.

In case that the sale of shares in underlying assets is not possible at prices deemed reasonable by the General Partner at the time of liquidation due to market or company specific conditions, the General Partner reserves the right to distribute all or part of the Fund's assets in kind to the Shareholders in compliance with the principle of equal treatment of Shareholders.

33. Termination, Division and amalgamation of sub-funds or classes.

33.1 Termination of a Sub-Fund or Class

In the event that for any reason the Net Asset Value of any Sub-Fund and/or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund and/or Class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-Fund and/or Class would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund and/or Class, or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to liquidate the Sub-Fund. In such a case, the General Partner will liquidate the assets of the Sub-Fund in an orderly manner and the net proceeds from the disposal or liquidation of investments will be distributed to the Shareholders in proportion to their holding of Shares.

In the same circumstances as provided for above, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class at their Net Asset Value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Fund shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund and/or Class.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund and/or Class may, upon proposal from the General Partner, resolve to terminate such Sub-Fund and to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. For such general meeting of Shareholders, there shall be a quorum requirement of fifty per cent (50%) of the Shares in issue, which shall resolve at the two thirds majority of the Shares present or represented at such meeting.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited as soon as possible with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Fund.

33.2 Amalgamation, Division or Transfer of Sub-Funds or Classes

Under the same circumstances as provided above in Article 33.1, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund and/or Class to those of another existing Sub-Fund and/or Class within the Fund or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-Fund and/or Class within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class as Shares of another Sub-Fund and/or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above in Article 33.1 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances as provided above in Article 33.1, the General Partner may decide to reorganise a Sub-Fund and/or Class by means of a division into two or more Sub-Funds and/or Classes. Such decision will be published in the same manner as in Article 33.1 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new

Sub-Funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption of their Shares free of charge during such period.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-Fund, and/or Class to another undertaking for collective investment referred to in the first paragraph of this Article or to another Sub-Fund and/or Class within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the Shareholders of the Sub-Fund and/or Class concerned, taken with a fifty per cent (50%) quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a two thirds majority of the Shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VII. - Final provisions

34. The depositary. To the extent required by law, the Fund and the AIFM shall enter into a written custody agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the 2013 Law.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by Part II of the 2007 Law, the 2013 Law as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the 2007 Law and 2013 Law, the Depositary may discharge itself of liability towards the Fund and its investors. In particular, under the conditions laid down in Article 19 (14) of the 2013 Law, including the condition that the investors of the Fund have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d)(ii) of the 2013 Law. Additional details are disclosed in the Prospectus.

35. Amendments of these articles of incorporation. Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the 1915 Law, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation of the Fund or to resolve issues for which the law or these Articles of Incorporation refer to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of the Shares in issue being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the Shares represented.

In both meetings, unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the 1915 Law, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast at such meeting. In accordance with these Articles of Incorporation and the 1915 Law, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

36. Indemnification. Within the limits of applicable law, the Fund will indemnify the General Partner, the AIFM, the Investment Manager and investment advisor (if any) and their officers, directors, managers, employees and associates as well as all members of a Shareholder Advisory Committee (each an "Indemnitee") against all claims, liabilities, cost and expenses incurred in connection with their role as such, other than for gross negligence, fraud or wilful misconduct. Limited Shareholders will not be individually obligated with respect to such indemnification beyond the amount of their investments in the Fund and their Unfunded Commitments.

The Indemnitees shall have no liability for any loss incurred by the Fund or any Limited Shareholder howsoever arising in connection with the service provided by them in accordance with the Fund Documents, and each Indemnitee shall be indemnified and held harmless out of the assets of the Fund against all actions, proceedings, reasonable costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnitee in or about the conduct of the Fund's business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnitee, including without prejudice to the generality of the foregoing, any costs, expenses, losses or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Fund or its affairs in any court whether in Luxembourg or elsewhere, unless such actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities resulted from his gross negligence, wilful misconduct or fraud.

37. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law."

Costs, conclusion of meeting and notarial deed

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately thousand Euros.

Nothing else being on the agenda and nobody raising any further points for discussion by the meeting, the meeting closed.

The Notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above appearing parties, this current deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Law of 13 February 2007.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the Appearing Shareholders (or, as appropriate, their proxyholders), who are known to the Notary by their names, first names, civil status and residence. The Appearing Shareholders (or, as appropriate, their proxyholders), the Notary, the Chairman, the Secretary and the Scrutineer have together signed this deed.

Signé: A. WAGNER, T. LOCHEN, P. AUDESIRK, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 mars 2015. Relation: EAC/2015/7167. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015051425/1094.

(150059085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Invesco Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 34.457.

Monsieur John Rowland a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société avec date effective le 02 Mars 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 Mars 2015.

Pour INVESCO FUNDS

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015037095/13.

(150041926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Sandwicherie Pausa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1424 Luxembourg, 10, rue André Duchscher.

R.C.S. Luxembourg B 194.911.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour de février.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Madame Sara LIMA, gérante de société, née le 19/01/1976 à Figueiras da Foz (Portugal), demeurant à L-8069 Bertrange, 5, rue de l'Industrie;

2. Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO, gérant de société, né le 13/04/1973 à Figueiras da Foz (Portugal), demeurant à L-8069 Bertrange, 5, rue de l'Industrie.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'une sandwicherie avec petite restauration et débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

La société a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés, marques commerciales et marques de fabrique, dessins, modèles, logiciels informatiques, noms de domaines et en exploiter, en céder et en concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «SANDWICHERIE PAUSA S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent cinquante-cinq euros (EUR 155,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) pour de justes motifs.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un gérant technique ou par la signature conjointe d'un gérant technique et d'un gérant administratif.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés, présents ou représentés, (ci-après les «Souscripteurs»), déclarent souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

- Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO, pré-qualifié, Soixante-seize parts	76 parts
- Madame Sara LIMA, pré-qualifiée, Vingt-quatre parts	24 parts
TOTAL: cent parts sociales	100 parts

La libération intégrale du capital social est faite par un apport en nature comme décrit ci-après d'un montant total de quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-).

Description de l'apport:

Les actifs apportés (l'«Apport») sont composés comme suit:

- Fonds de Commerce d'une sandwicherie située à L-1424 Luxembourg, 10, rue André Duchscher, suivant convention de cession qui restera annexée au présent acte. Cet apport représente un montant total de quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-);

L'Apport représente un montant total de quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-).

Preuve de l'existence et la réalisation effective de l'apport

La preuve de la propriété de cet Apport a été justifiée au notaire instrumentant par les associés, Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO et Madame Sara LIMA, pré-qualifiés, au moyen d'une convention de cession, dont il ressort que Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO et Madame Sara LIMA sont les véritables propriétaires dudit Fonds de Commerce.

La valeur de cet Apport en nature représente un montant total de quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-). L'existence, l'exactitude et la disponibilité de l'apport en nature se dégagent d'une attestation sous seing privé des associés, Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO et Madame Sara LIMA, pré-qualifiés, datée du 18/02/2015, dont une copie de cette attestation restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les associés, Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO et Madame Sara LIMA, pré-qualifiés, ont déclaré que le prêt Apport en nature est fait libre de tous dettes, charges, privilèges, gages ou autres sûretés (y compris la réserve de propriété), et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités (administratives) nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

Les Souscripteurs déchargent le notaire instrumentant de toutes investigations relatives à la valeur du prêt Apport en nature et des passifs existants, dont ils déclarent connaître les conditions, et vouloir faire leur affaire personnelle de toutes les conséquences relatives à cet apport et d'une éventuelle moins-value de cet apport ou d'un éventuel accroissement du passif reconnu.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).

2.- Est nommée gérante technique pour une durée indéterminée:

Madame Sara LIMA, gérante de société, née le 19/01/1976 à Figueiras da Foz (Portugal), demeurant à L-8069 Bertrange, 5, rue de l'Industrie.

3.- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée:

Monsieur Paulo Manuel DUARTE ROLO, gérant de société, né le 13/04/1973 à Figueiras da Foz (Portugal), demeurant à L-8069 Bertrange, 5, rue de l'Industrie

4.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant technique ou par la signature conjointe d'un gérant technique et d'un gérant administratif.

5.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L- 1424 Luxembourg, 10, rue André Duchscher.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les parties comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celles-ci doivent être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par les parties comparantes.

DONT ACTE, fait et passé à WIndhof, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LIMA, P. M. DUARTE ROLO, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 24 février 2015. Relation: DAC/2015/3183. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 02 mars 2015.

Référence de publication: 2015035347/209.

(150039524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Pan European Value Added Venture German Feeder S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 186.975.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of January,
before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Ms. Christel Di Marco, private employee, residing professionally in Luxembourg,

acting in her capacity as proxyholder of Pan European Value Added Venture General Partner S.A., a public limited company (société anonyme) with registered office at 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 186286, acting as general partner (the "General Partner") of the company PAN EUROPEAN VALUE ADDED VENTURE GERMAN FEEDER S.C.A., herewith designated,

by virtue of the authority granted to him by resolutions of the board of directors of the General Partner (the "Board of Directors") on 17 October 2014,

a copy of which, signed "ne varietur" by the appearing person and the officiating notary, will remain attached to the present deed.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations:

1. That the company PAN EUROPEAN VALUE ADDED VENTURE GERMAN FEEDER S.C.A., organized as a partnership limited by shares (société en commandite par actions) with registered office at 21, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 186975 (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 6 May 2014, and its articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°1861 dated 17 July 2014 (the "Mémorial"). The Articles have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on 22 October 2014, published in the Mémorial n°3669 dated 2 December 2014.

2. That the subscribed share capital of the Company is currently set at two hundred two thousand one hundred fourteen Euros (EUR 202,114.-), divided into (i) one thousand (1,000) class A unlimited shares of unlimited shareholder (the "Class A Unlimited Shares"), and (ii) two hundred one thousand one hundred fourteen (201,114) class B shares of limited shareholder (the "Class B Shares"), each Class A Unlimited Shares and Class B Shares with a par value of one Euro (EUR 1.-).

3. That the increase of the share capital by way of authorised capital, shall be realised within the strict limits defined in article 6 of the Articles, which reads as follows:

“ Art. 6. Authorised capital.

6.1. The Company has an authorised capital (including its issued capital) of a maximum amount of one billion euro (Euro 1,000,000,000.-) to be used in order to issue new Shares.

6.2. The sole purpose of the above authorised capital is to allow the issue of new Shares in exchange of contribution in cash or in kind made in execution of capital calls made by the General Partner in compliance with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

6.3. Until 23 April 2019 at the latest, and in compliance with provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders, the General Partner is authorised to increase, from time to time, the capital, within the limits of the authorised capital, by the issue of new Shares to the Shareholders or to any other person as approved by the Shareholders in compliance with any applicable provision of the 1915 Law, these Articles or any agreement possibly entered into from time to time by the Shareholders. The General Partner is specially authorised to issue the new Shares without reserving for the existing Shareholders the preferential right to subscribe for new Shares.

6.4. These new Shares may be subscribed in accordance with the terms and conditions determined by the General Partner within the strict limits stated in any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

6.5. In particular, the General Partner may decide to issue the new Shares subject to the constitution of a share premium, the amount and the allocation of which will be freely decided by the General Partner in accordance with the provisions of any agreement entered into from time to time among the Shareholders.

6.6. The General Partner may also determine the date of the issue and the number of new Shares having to be eventually subscribed and issued.

6.7. The rights attached to the new Shares will be strictly similar to the rights attached to the existing respective class of Shares.

6.8. The General Partner may delegate to any duly authorised person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for new Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

6.9. The General Partner shall designate the person to whom a power of attorney is granted to have the increase of capital, the issue of new Shares and the subsequent amendment of these Articles enacted by a notary by virtue of a notarial deed on the basis of all the necessary documents evidencing the decision of the General Partner, the above power of attorney, the subscription and the paying up of the new Shares.”

4. That pursuant to the first resolution of the Board of Directors’ circular resolutions dated 17 October 2014, the Board of Directors resolved to ratify the details of issuance of Class B Shares to its current investors (the "New Class B Shares"), resulting in the increase of the share capital of the Company in relation to the issuance of New Class B Shares (the "Capital Call N°2").

5. That in the same resolution, the General Partner approved to enact the increase of the share capital of the Company before a public notary. The share capital of the Company, is increased as of 20 October 2014 by an amount of seven hundred eighty thousand seven hundred seventy-eight Euros (EUR 780,778.-) in order to raise it from its current amount of two hundred two thousand one hundred fourteen Euro (EUR 202,114.-) to nine hundred eighty-two thousand eight hundred ninety-two Euro (EUR 982,892.-) by issuing an overall seven hundred eighty thousand seven hundred seventy-eight (780,778) New Class B Shares, each with a par value of one Euro (EUR 1.-) and a share premium of nine Euro (EUR 9.-). Such share capital increase has been acknowledged by the undersigned notary as of this date.

All these New Class B Shares have been entirely subscribed to and their par value and share premium have been fully paid-in, so that the total amount of seven million eight hundred seven thousand seven hundred eighty Euros (EUR 7,807,780.-) corresponding to the share capital increase of an amount of seven hundred eighty thousand seven hundred seventy-eight Euros (EUR 780,778.-) and the share premium of an amount of seven million twenty-seven thousand two Euros (EUR 7,027,002.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

6. That as a consequence of such increase of the share capital of the Company article 5.1 of the Articles is amended and now reads as follows:

" 5. Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed capital is fixed at nine hundred eighty-two thousand eight hundred ninety-two euro (EUR 982,892.-), represented by:

- one thousand (1,000) class A unlimited shares of unlimited shareholder (“actions de commandité”, herein defined as “Class A Unlimited Shares”);

- nine hundred eighty-one thousand eight hundred ninety-two (981,892) class B shares of limited shareholder (“actions de commanditaire”, herein defined as “Class B Shares”).

The holders of the Class A Unlimited Shares are hereafter referred to as the “Class A Unlimited Shareholders”. The holders of the Class B Shares are hereafter referred to as the “Class B Shareholders”. The holders of the Shares are hereafter referred to as the “Shareholders”.”.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present increase of capital, are estimated four thousand seven hundred euros (EUR 4.700.-).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour de janvier.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Mademoiselle Christel Di Marco, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire de Pan European Value Added Venture General Partner S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189286, agissant en sa qualité de gérant commandité (le «Gérant Commandité») de la société PAN EUROPEAN VALUE ADDED VENTURE GERMAN FEEDER S.C.A., ci-après désignée,

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par résolutions écrites adoptées par le conseil d'administration du Gérant Commandité (le «Conseil d'Administration») le 17 octobre 2014,

dont une copie, signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations suivantes:

1. Que la société PAN EUROPEAN VALUE ADDED VENTURE GERMAN FEEDER S.C.A., une société en commandite par actions dont le siège social est situé au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186975 (la «Société»), a été constituée le 6 mai 2014 suivant acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et ses statuts (les «Statuts») ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1861 en date du 17 juillet 2014 (le «Mémorial»). Les Statuts ont été modifiés le 22 octobre 2014 suivant acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial n°3669 en date du 2 décembre 2014.

2. Que le capital social émis de la Société s'élève actuellement à deux cent deux mille cent quatorze Euros (EUR 202.114,-), représenté par (i) mille (1.000) actions de commandité de catégorie A d'actionnaire commandité (les «Actions de Commandité de Catégorie A»), et (ii) deux cent un mille cent quatorze (201.114) actions de commanditaire de catégorie B (les «Actions de Catégorie B»), chacune des Actions de Commandité de Catégorie A et Actions de Catégorie B ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-).

3. Que l'augmentation du capital social par voie de capital autorisé devra être réalisée dans les strictes limites définies à l'article 6 des Statuts comme suit:

« Art. 6. Capital autorisé.

6.1 La Société a un capital autorisé (en ce compris le capital émis) d'un montant maximal d'un milliard d'euros (1.000.000.000,- EUR) à être utilisé de manière à émettre de nouvelles Actions.

6.2 Le capital autorisé a pour seul objectif de permettre la création de nouvelles Actions à émettre en contrepartie d'apports en numéraire ou en nature effectués en exécution des appels de fonds auxquels le Gérant Commandité aura procédé conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

6.3 Jusqu'au 23 avril 2019 au plus tard, et conformément aux dispositions de tout contrat conclu à tout moment entre les Actionnaires, le Gérant Commandité pourra augmenter à tout moment le capital social dans les limites du capital autorisé par émission de nouvelles Actions aux Actionnaires ou toutes autres personnes agréées par les Actionnaires conformément aux dispositions de la Loi de 1915, de ces Statuts ou de tout contrat pouvant être conclu à tout moment par les Actionnaires. Le Gérant Commandité est en particulier autorisé à émettre de nouvelles Actions sans réserver aux Actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire aux nouvelles Actions.

6.4 Ces nouvelles Actions pourront être souscrites, aux termes et conditions déterminés par le Gérant Commandité, dans les limites strictes énoncées dans tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

6.5 Le Gérant Commandité peut en particulier décider d'émettre les nouvelles Actions sous réserve de la constitution d'une prime d'émission. Le montant et l'affectation de cette prime d'émission seront déterminés à la discrétion du Gérant Commandité conformément aux dispositions de tout contrat pouvant être conclu à tout moment entre les Actionnaires.

6.6 Le Gérant Commandité déterminera également la date d'émission et le nombre de nouvelles Actions devant être, le cas échéant, souscrites et émises.

6.7 Les droits attachés aux nouvelles Actions seront identiques à ceux attachés aux Actions de même catégorie déjà émises.

6.8 Le Gérant Commandité pourra déléguer à toute personne dûment autorisée la charge d'accepter des souscriptions et de recevoir des paiements pour les nouvelles Actions représentant tout ou partie des montants augmentés du capital social.

6.9 Le Gérant Commandité désignera la personne à qui sera délégué le pouvoir de comparaître devant notaire aux fins de constater l'émission des nouvelles Actions, l'augmentation du capital et la modification des présents Statuts qui en résulte, sur présentation des documents nécessaires pour justifier de la décision du Gérant Commandité, en ce comprise la délégation de pouvoir ainsi que les souscriptions et libérations des nouvelles Actions.».

4. Que conformément à la première résolution des résolutions circulaires du Conseil d'Administration prises en date du 17 octobre 2014, le Conseil d'Administration a décidé de ratifier les détails de l'émission d'Actions de Catégorie B à ses investisseurs actuels (les «Nouvelles Actions de Catégorie B») suivie d'une augmentation du capital social de la Société en relation avec cette émission de Nouvelles Actions de Catégorie B (l'«Appel de Fonds N°2»).

1. Que dans la même résolution, le Gérant Commandité a décidé de faire acter l'augmentation du capital social de la Société devant un notaire. Le capital social de la Société est augmenté, à compter du 20 octobre 2014, d'un montant de sept cent quatre-vingt mille sept cent soixante-dix-huit Euros (EUR 780.778,-) afin de l'augmenter de son montant actuel de deux cent deux mille cent quatorze Euros (EUR 202.114,-) à neuf cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-douze Euros (EUR 982.892,-) par l'émission d'un ensemble de sept cent quatre-vingt mille sept cent soixante-dix-huit (780.778) Nouvelles Actions de Catégorie B, chacune ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) et une prime d'émission de neuf Euros (EUR 9,-). Cette augmentation de capital social a été acceptée par le notaire instrumentant à la date de la présente.

Toutes ces Nouvelles Actions de Catégorie B ont été intégralement souscrites et leur valeur nominale ainsi que la prime d'émission y relative ont été intégralement libérées, de sorte que le montant total de sept millions huit cent sept mille sept cent quatre-vingts Euros (EUR 7.807.780,-) correspondant à l'augmentation du capital social d'un montant de sept cent quatre-vingt mille sept cent soixante-dix-huit Euros (EUR 780.778,-), ainsi que la prime d'émission d'un montant total de sept millions vingt-sept mille deux Euros (EUR 7.027.002,-) se trouvent dès à présent à la libre disposition de la Société, tel que démontré au notaire instrumentant.

2. Suite à la réalisation de l'augmentation du capital social susmentionnée, l'article 5.1 des Statuts est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

« 5. Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à neuf cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-douze Euros (EUR 982.892,-) représenté par:

- mille (1.000) actions de commandité de catégorie A d'Actionnaire Commandité (ci-après les «Actions de Commandité de Catégorie A»);
- neuf cent quatre-vingt-un mille huit cent quatre-vingt-douze (981.892) actions de commanditaire de catégorie B (ci-après les «Actions de Catégorie B»).

Les détenteurs d'Actions de Commandité de Catégorie A sont désignés ci-après comme les «Actionnaires Commandités de Catégorie A». Les détenteurs d'Actions de Catégorie B sont désignés ci-après comme les «Actionnaires de Catégorie B». Les détenteurs d'Actions sont ci-après désignés comme les «Actionnaires».)

Frais

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille sept cents euros (EUR 4.700,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. À la requête du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite de tout ce qui précède au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant susnommé a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DI MARCO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1468. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015035947/203.

(150040507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Rock Ridge RE 21, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 130.654.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2015036593/11.

(150041338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2015.

Interneptune S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 18.602.

EXTRAIT

Le conseil d'administration a décidé en date du 28 février 2015, de désigner comme dépositaire des titres au porteur: Banque DELEN Luxembourg SA, ayant son siège social au 287, route d'Arlon -Centre Descartes à L-1150 Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2015.

Pour INTERNEPTUNE S.A., SPF

Référence de publication: 2015037094/13.

(150041735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

Secural S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.302.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 20 février 2015

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a décidé d'accepter la démission de son mandat d'administrateur de Mme Carine Reuter-Bonert a décidé de nommer comme nouveaux administrateurs de la société pour une durée de trois ans, leurs mandats venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2018:

- Mr Pankaj MEHTA, demeurant à Villa 10, Jasmine Leaf 5, Al Barari, Emirates Road, Opp. Global Village, P.O. Box 340511, Dubai, U.A.E., administrateur classe A

- Mr. Rajiv MEHTA, demeurant à B-2901, 29th floor, B Wing, Walkeshwar Road, Malabar Hill, 400006 Mumbai, India, administrateur classe A

- Mr. Vishal MEHTA, demeurant à, Plot No 246, Leaf No 23, Al- Barari, Nad Al Sheb, Dubai, U.A.E., administrateur classe A

- Mr. SESHADRI Narayan, demeurant à Flat No 10, 7th floor, Little Gibbs road, Malabar Hill, Mumbai 400006 Mumbai, India, administrateur classe B

- Mr. DANGARD Frank, demeurant à 38 Lancaster Mews, Paddington, GB-W2 3QF London administrateur classe B

- Mr. BONAS Charles, demeurant à 18 Cunningham Place, GB-NW8 8JT London, administrateur classe A

D'autre part, l'assemblée générale a décidé de désigner M. Fons MANGEN et M. Jean-Hugues ANTOINE, administrateurs de classe B.

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2015037404/28.

(150041925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.